



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



DYNAMIQUE DES PERFORMANCES SOCIO-ÉCONOMIQUES, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉFIS DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE AU SEIN DE LA CEDEAO

RAPPORT NATIONAL



Guinée-Bissau



SUANDE CAMARÁ

MARS 2026



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

DYNAMIQUE DES PERFORMANCES SOCIO-ÉCONOMIQUES, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉFIS DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE AU SEIN DE LA CEDEAO

RAPPORT NATIONAL

Guinée-Bissau



Suande Camará, PhD

Consultant National

TABLE DES MATIÈRES

ABSTRACT	iv
MESSAGES CLÉS	vi
I. INTRODUCTION	x
II. OBJECTIFS	xiii
III. MÉTHODOLOGIE	xv
CHAPITRE I. ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE RÉCENTS	1
1.1. Revue des développements socioéconomiques récents	1
CHAPITRE II. PERFORMANCES MACROÉCONOMIQUES ET PERSPECTIVES 2025-2027	17
2.1. Perspectives macroéconomiques et facteurs de risques 2025 – 2027	19
CHAPITRE III. ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN GUINÉE-BISSAU ET SON IMPACT SUR L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE LA CEDEAO	22
3.1. Profil de sécurité alimentaire en Guinée-Bissau	28
3.2. Défis de la sécurité alimentaire au développement socio-économique de la Guinée-Bissau	28
3.3. Analyse de la déclaration et des engagements de maputo, malabo et kampala	29
3.4. Défis actuels	30
3.5. Défis de la sécurité alimentaire aux efforts d'intégration régional de la CEDEAO	35
	37

CHAPITRE IV. ANALYSE SWOT (FORCES, OPPORTUNITÉS ET MENACES) DE ARCHITECTURE ACTUELLE DE LA POLITIQUE ET DES INSTITUTIONS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN GUINÉE-BISSAU	37
4.1. Introduction	37
4.2. Conclusion partielle	40
V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	42
RECOMENDATIONS	43



ABSTRACT

L'objectif fondamental de cette Nota Pais est de fournir des informations et des données statistiques essentielles concernant les performances et les perspectives économiques et sociales et, en même temps, d'analyser les impacts possibles des infrastructures des transports et de communications sur la croissance économique, en vue de les piliers de la Vision 2050 de la CEDEAO.

Le contexte macroéconomique du pays indique une tendance à la croissance à l'horizon 2025-2027, soutenue par des secteurs stratégiques tels que l'agriculture, le commerce et les services, bien que cela dépende fortement de la stabilité politique, en tant que l'un des principaux facteurs de risque pour la croissance économique, de la capacité à mobiliser des ressources extérieures et à mener des réformes structurelles dans les secteurs de l'administration publique, de la justice, de la défense et de la sécurité sans congé au-delà de l'environnement des affaires d'une part.

Par ailleurs, des défis liés à la vulnérabilité externe, aux pressions inflationnistes et aux limitations structurelles persistent. L'étude souligne également l'impact de facteurs externes, tels que la dynamique des marchés mondiaux, les fluctuations des prix des matières premières et le contexte géopolitique.

En matière de sécurité alimentaire, le pays est confronté à des défis persistants liés à une faible productivité agricole, à la dépendance aux importations de produits alimentaires de base, à des infrastructures de stockage et de distribution insuffisantes et à un accès limité au financement pour les petits producteurs. Ces facteurs contribuent à l'instabilité de l'approvisionnement alimentaire et exacerbent la vulnérabilité des populations rurales et urbaines, compromettant ainsi le capital humain et une croissance économique inclusive. Dans le contexte régional, ces contraintes ont des conséquences directes sur la capacité de la Guinée-Bissau à s'intégrer au marché commun de la CEDEAO, notamment en ce qui concerne la libre circulation des produits agricoles, l'harmonisation des politiques et la sécurité des chaînes d'approvisionnement. La persistance de l'insécurité alimentaire limite la compétitivité du pays, réduit sa participation au commerce intra-régional et freine la convergence économique avec les autres États

membres. L'amélioration des perspectives économiques de la Guinée-Bissau est intrinsèquement liée au renforcement de la sécurité alimentaire par des investissements dans une agriculture résiliente, les infrastructures logistiques, des politiques publiques coordonnées et une participation accrue aux mécanismes régionaux de la CEDEAO. Relever ces défis sera essentiel pour promouvoir une intégration économique plus efficace et durable au sein de la région.



MESSAGES CLÉS

1. L'évolution macroéconomique de la Guinée-Bissau affiche une tendance à la hausse ces dernières années. Les projections macroéconomiques tablent sur une croissance de 5,5 % en 2025, soit 1,4 point de pourcentage de plus que le taux de 4,1 % enregistré en 2024 soutenue par une reprise de la production de noix de cajou (+11 % par rapport à 2024), favorisée par des conditions météorologiques plus stables et l'absence de parasites qui avaient affecté la récolte précédente;
2. Du point de vue de la contribution sectorielle au produit intérieur brut (PIB), le secteur tertiaire occupe la première place, représentant en moyenne plus de 45 % du PIB par an entre 2022 et 2024. Cette contribution est principalement portée par le dynamisme du commerce et de la restauration, ainsi que par les autres services, qui contribuent respectivement à hauteur d'environ 20 % et 9 % par an;
3. La Note sur le cadrage macroéconomique indique une augmentation progressive des recettes publiques, y compris les subventions, au cours des dernières décennies. En 2024, les recettes de l'État ont également augmenté de 8,2 milliards de francs CFA et ont atteint 173,0 milliards de francs CFA contre 164,8 milliards de FCFA en 2023. Les recettes fiscales en 2025 ont augmenté substantiellement par rapport à 2024, représentant 217,8 milliards de FCFA en 2025 contre 173,0 milliards de FCFA en 2024. Il s'agit d'une augmentation de 44,8 milliards de FCFA;
4. Les données montrent que les dépenses totales augmenteront en 2024 de 15,3 milliards de FCFA et représenteront 288,7 milliards contre 273,4 milliards de FCFA en 2023. En raison de l'augmentation des intérêts de la dette et des dépenses d'investissement financées par des ressources nationales, représentant respectivement 36,1 et 33,8 milliards de FCFA en 2024, contre 29,2 et 25,1 milliards de FCFA en 2023;
5. La dette publique du pays a eu tendance à croître rapidement, passant de 887,0 milliards de FCFA en 2022 à 1 113,5 milliards en 2024. Cela implique une augmentation de la dette publique de 226,5 milliards de FCFA pour cette période. De ce fait, le ratio de la dette publique pour cette période augmente et représente 77,3%, 79,1% e 86,6% du

PIB, bien qu'avec des variations irrégulières et supérieur aux 70% du critère de la CEDEAO;

6. Les dépenses d'investissement sont financées essentiellement par des ressources extérieures sous forme de dons destinés aux projets ;
7. La balance commerciale et des services est négative sur toute la période de 2010-2024. Ce qui explique que le pays importe plus qu'il n'exporte ;
8. La masse monétaire au sens large a connu une hausse significative en 2024 par rapport à 2023, atteignant 524,9 milliards de FCFA, contre 494,1 milliards de FCFA en 2023. Selon les données du cadrage macroéconomique de mars 2025, cette tendance à la hausse de la masse monétaire se poursuivra dans les années à venir;
9. Ainsi, selon les données de la dernière enquête sur les conditions de vie (EHCVM) réalisée en 2020/2021, le taux de pauvreté a augmenté et atteint 50.5%. La même proportion est estimée pour la période 2020-2022. Dans les zones urbaines la pauvreté est relativement plus faible que dans les zones rurales du pays. La pauvreté en SAB en 2021/2022 a légèrement diminué et représente 21,0% de la population contre 21,3% en 2018/19;
10. Le pays présente d'énormes faiblesses en termes de production et de productivité agricoles. Quoi qu'il en soit, le pays continue de connaître un déficit alimentaire. La situation d'insécurité alimentaire persiste toujours dans le pays. Parmi les produits alimentaires à base de céréales produits dans le pays, le riz est le principal produit en termes de production et de consommation, représentant environ 75 % des céréales produites annuellement.. Sur la base des besoins pour couvrir le déficit en produits alimentaires, le pays a importé entre 2020 et 2024, 155,8 mille tonnes de riz en moyenne par an, selon les projections le pays devra importer au moins 92,4 mil tonnes de riz annuellement;
11. Selon les données publiées par le Programme alimentaire mondial (PAM), l'insécurité alimentaire a reculé en Guinée-Bissau en 2024, même si elle touche encore près d'un quart des ménages, avec une prévalence plus élevée dans les zones rurales. Dans son rapport annuel, le PAM conclut que l'insécurité alimentaire « a diminué à 22 % en novembre 2024 », après avoir atteint « 28,3 % en septembre 2023 »;



12. En matière de production halieutique, la Guinée-Bissau combine la pêche artisanale et l'élevage industriel de perches. La pêche artisanale est généralement prédominante et représente, selon les statistiques, environ 98 % de la production nationale de perches;
13. Les perspectives macroéconomiques de la Guinée-Bissau pour la période 2025-2027 tablent sur une croissance moyenne du PIB d'environ 5,1 %, portée par la production de noix de cajou et le secteur des services, avec une inflation attendue autour de 2 % et une amélioration de la situation budgétaire;
14. La stabilité politique et la capacité du gouvernement à mettre en œuvre la réforme déjà engagées dans le domaine de l'administration publique sont des principaux facteurs de risque pour la croissance économique à l'horizon 2025-2027;
15. La part de l'agriculture dans le BGE, entre 2013 et 2023, n'a pas atteint l'objectif de 10 % fixé par le pays. L'allocation du BGE à l'agriculture a eu tendance à diminuer progressivement ces dernières décennies, passant de 4,87 % en 2019 à 0,8 % en 2023. Ce faible niveau d'engagement financier révèle l'incapacité du gouvernement à mobiliser des ressources suffisantes pour le financement agricole se conformer à la déclaration de Maputo, Malabo et Kampala;
16. Les actions de la CEDEAO en matière de promotion de la sécurité alimentaire et de l'intégration régionale comprennent : un partenariat avec l'UEMOA dans le cadre du CILSS, la promotion de l'achat local de produits alimentaires pour les cantines scolaires afin de renforcer les agriculteurs, la création de panels d'évaluation des marchés commerciaux et agricoles, la diffusion de technologies durables pour accroître la productivité et la résilience, et l'accès à des informations climatiques et agricoles pour la gestion des risques et la mise en œuvre d'un système de production plus robuste. Ces éléments constituent d'énormes avantages et opportunités pour l'intégration régionale en vue de :
 - i) Stabiliser la production et l'approvisionnement, la région peut réduire les obstacles et renforcer le commerce intra-régional, diminuant ainsi la dépendance extérieure ;
 - ii) Les actions conjointes créent un système alimentaire régional plus fort et plus résilient, bénéficiant à tous les pays ; et



iii) Investir dans une agriculture durable et l'accès à une alimentation saine aligne la région sur les objectifs de développement durable (ODD).



I. INTRODUCTION

La Guinée-Bissau est un pays situé sur la côte occidentale de l'Afrique et limité au nord par le Sénégal, à l'Est et au Sud-Est par la Guinée et au Sud et à l'Ouest par l'Océan Atlantique. Sa superficie est de 36 125 km², dont 1 500 km² pour l'archipel des Bijagós. Le pays fait partie des quinze (15) États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) depuis sa création en mai 1975.

La trajectoire de la Guinée-Bissau a été marquée par des avancées significatives, mais aussi par des revers importants. Après l'indépendance, le pays a été confronté à une succession de crises politiques, de coups d'État et d'instabilité gouvernementale qui ont affecté la consolidation démocratique et la confiance de la population. L'instabilité politique fréquente a compromis l'attrait des investissements et la mise en œuvre de politiques à long terme, impactant ainsi le rythme du développement. Malgré cela, la dernière décennie a vu apparaître des signes d'ouverture accrue au dialogue politique et à l'intégration régionale, facteurs qui peuvent constituer le fondement d'une plus grande stabilité.

Malgré une légère amélioration des conditions de vie de la population, les niveaux de pauvreté restent élevés, la diversification économique est encore balbutiante et la dépendance à l'égard de l'aide étrangère demeure une caractéristique structurelle. La population vivant dans l'extrême pauvreté représentait 33% en 2010, est tombée à 13,5 % en 2018/2019, pour remonter à 17,2 % en 2020/2021. Dans les zones rurales, la pauvreté est plus élevée, en raison du manque d'accès aux services sociaux de base. Par exemple, en 2020/2021, l'extrême pauvreté dans les zones rurales représentait 27,7 % contre 3,1 % dans les zones urbaines.

La Guinée-Bissau traverse actuellement une période de transition et d'attentes. Sur le plan social, le pays continue de faire face à de profonds défis : plus des deux tiers de la population vit dans des conditions de vulnérabilité et l'accès aux services de base tels que les soins de santé, l'énergie et l'eau potable est limité.



Sur le plan économique, la dépendance à l'anacarde représente une vulnérabilité, mais aussi une opportunité si le pays progresse dans la transformation locale et la diversification de sa base de production. Une croissance durable nécessite également des réformes institutionnelles, la lutte contre la corruption et des investissements accrus dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les infrastructures et le tourisme.

L'indice de développement humain (IDH) de la Guinée-Bissau en 2025 est de 0,514, en amélioration par rapport aux 0,483 du rapport 2023-2024. Le pays reste dans la catégorie de développement humain « faible », mais cette augmentation représente un progrès modeste. Parmi les autres pays de la CPLP, la Guinée équatoriale a conservé sa 133e place ; São Tomé-et-Principe, 141e ; le Timor-Leste est passé de la 155e à la 142e ; l'Angola est passé de la 150e à la 148e ; la Guinée-Bissau a progressé de la 179e à la 174e ; et le Mozambique a gagné une place, de la 183e à la 182e.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), en collaboration avec l'INE et le Ministère de l'Agriculture de Guinée-Bissau, a mené un suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle en mai 2022. Les résultats ont indiqué une augmentation de l'insécurité alimentaire, de 14 % à 21 % en six mois, les femmes enceintes et en âge de procréer, ainsi que les enfants, étant les plus touchés. Une analyse de mars 2023 indique une augmentation du nombre de familles en situation d'insécurité alimentaire, de 19 % à 22 % entre 2022 et début 2023, principalement en raison de la hausse des prix consécutive à la crise russo-ukrainienne, notamment dans les régions d'Oio, de Bafatá et de Quinara.

Les exportations du pays dépendent fortement de la noix de cajou, qui représente 95 % du total des exportations et constitue la principale source de revenus des ménages. D'ici 2025, les revenus des ménages guinéens devraient augmenter, grâce à un environnement commercial plus compétitif et transparent pour la vente de noix de cajou, combiné à un pouvoir d'achat accru susceptible d'influencer positivement l'inflation.

Selon la Note de cadrage macroéconomique, la croissance économique en 2025 sera de 5,1%, ce qui représente une augmentation de 0,3 pp par rapport aux prévisions du cadre macroéconomique et budgétaire de septembre 2024. En même temps l'inflation diminue drastiquement, passant de 7,2 % en 2023 à 3,7% en 2024 et selon les prévisios en 2025 il



sera de 2,8%. Il s'agit d'une diminution de 0,9 en points de pourcentage en 2025 par rapport à 2024.

La Guinée-Bissau est actuellement confrontée à d'énormes défis de développement économique, notamment: l'extrême pauvreté, la dépendance à l'égard de quelques exportations comme la noix de cajou, la faiblesse des recettes fiscales, une gestion financière défaillante et la vulnérabilité aux impacts du changement climatique et aux chocs externes. Les systèmes d'éducation et de santé sont confrontés, entre autres, à des difficultés d'infrastructures, de ressources et de personnel.

Pour ces raisons et d'autres, l'élaboration annuelle de la Note Pays et par conséquent les Perspectives Économiques Régionales (PERC) de la CEDEAO sert à combler le manque de données statistiques vérifiées dans différents pays et permettra d'améliorer la production statistique et de promouvoir une recherche socio-économique appliquée de haute qualité dans le but d'améliorer la qualité des informations et données mises à la disposition des décideurs politiques

L'édition 2025 sera réalisée sur la base de l'analyse de suivi de l'édition 2024 afin de garantir la qualité et la fiabilité des informations utilisées dans les rapports des États membres de la CEDEAO. L'accent sera mis sur la collecte et la validation des données sur les indicateurs macroéconomiques, socioéconomiques et de gouvernance, dûment sélectionnés pour l'élaboration des Perspectives économiques régionales.

Le thème de cette édition est axé sur « La sécurité alimentaire et les défis de l'intégration régionale dans l'espace CEDEAO ». Le thème sera donc consacré à l'examen des questions critiques relatives à la sécurité alimentaire dans la région de la CEDEAO et à la manière dont les défis de l'insécurité alimentaire peuvent affecter les efforts d'intégration de la CEDEAO.

II. OBJECTIFS

2.1. Général

L'objectif des Perspectives économiques régionales de la CEDEAO est d'améliorer la production de recherches socio-économiques appliquées de haute qualité et d'analyses politiques abordant les piliers de la Vision 2050 de la CEDEAO en vue d'informer les décideurs politiques sur le développement économique de la région. Cela devrait leur permettre de prendre des décisions éclairées pour relever les défis socio-économiques de la région. Il améliorerait également l'efficacité et la performance de la Commission de la CEDEAO dans la gestion des économies des États membres, sur la base d'une surveillance efficace de leurs économies.

2.2. Objectifs spécifiques

- i) Collecter des données pertinentes pour renseigner la matrice de données (qui sera mise à votre disposition) afin de recueillir des informations pour l'élaboration de l'édition 2025 des perspectives économiques régionales ;
- ii) Analyser la divergence ou/et la convergence des valeurs de la valeur projetée des indicateurs socio-économiques de l'édition 2024 de l'EREO et de la valeur réelle en 2024 ;
- iii) Analyser la dimension politique et justification macroéconomique de la divergence et de la convergence ;
- iv) D'analyser les implications possibles de trois développements majeurs de 2025 sur les perspectives socio-économiques de votre pays pour la période 2025-2027 :
 - a) Suspension temporaire des activités de l'USAID ;
 - b) Guerre tarifaire mondiale déclenchée par les hausses de droits de douane aux États-Unis ; et
 - c) retrait officiel du Burkina Faso, du Mali et du Niger et formuler des recommandations pour la gestion des implications possibles de ces développements ; et



- v) Analyser l'état de la sécurité alimentaire dans votre pays (depuis la Déclaration de Maputo, Malabo et Kampala) et les défis que l'insécurité alimentaire pourrait poser non seulement à votre pays, mais aussi aux efforts d'intégration régionale de la CEDEAO dans son ensemble;
- vi) Identifier les facteurs clés (structurels et cycliques) qui entravent la réalisation de la sécurité alimentaire dans le pays (si la sécurité alimentaire est un défi).
- vii) Effectuez une analyse SWOT de l'architecture de la sécurité alimentaire dans le pays.



III. MÉTHODOLOGIE

L'approche méthodologique pour la préparation de la Note Pays 2025 sera basée sur les termes de référence fournis. A cet effet, il est prévu dans un premier temps de procéder à un examen des informations (données) utilisées pour préparer l'édition 2024 des Perspectives économiques régionales de la CEDEAO.

Deux procédés seront utilisés à savoir les méthodes quantitatives et les méthodes qualitatives, c'est-à-dire l'utilisation des données statistiques officielles et des résultats de certaines études et enquêtes.

3.1. Méthode Qualitative

Cette approche méthodologique permettra une utilisation multiple des techniques les plus appropriées pour collecter des informations qualitatives par des contacts directs et/ou indirects (selon les cas) avec des entités cibles et compétentes, sur un ensemble de problématiques concernant la situation de référence et l'analyse de la évolution des indicateurs par rapport aux objectifs projetés et aux perspectives des secteurs d'activités, en se demandant s'ils progressent vers les objectifs et/ou les buts projetés pour atteindre les résultats attendus.

3.2. Méthode Quantitative.

Cette approche méthodologique s'appuiera sur la collecte de données fiables sur les interventions réalisées, notamment la quantification des actions et leurs contributions à la mise en œuvre des politiques, plans et autres documents-cadres sectoriels mis en œuvre ou en cours de mise en œuvre, identifiant en même temps des défis et des actions d'accélération, entre autres mesures recommandées par différentes institutions.

La collecte des données sera effectuée au niveau des institutions officielles de production de statistiques, telles que l'Institut National de la Statistique et d'autres services sectoriels de production de statistiques. Il s'agit de la production de statistiques administratives ou celles résultant de la compilation de données primaires et secondaires qui couvrent non seulement les enquêtes nationales mais aussi régionales et autres



rapports connexes. Ces rapports proviennent des publications officielles ou d'autres organisations non gouvernementales et du secteur privé considérées comme fiables.

Les données analysées et validées par les institutions compétentes serviront à l'élaboration des rapports préliminaire et final y compris la Note d'orientation de trois pages et la matrice de données des indicateurs macroéconomiques et socio-économiques pour 2022-2027 renseignée.

Analyse SWOT de l'architecture de la sécurité alimentaire en Guinée Bissau;

Conclusions et recommandations.

Références Bibliographiques.

Les institutions suivantes seront fréquemment contactées: Institut National de la Statistique (INE), Direction Générale de la Prévision Macroéconomique (DGPM), Comité National de Politique Economique (CNPE), Direction Générale de la Planification (DGP), Direction Générale d'Intégration Régional (DGIR) de la CEDEAO, Direction Générale du Budget (DGB), Ministère de l'Agriculture (MA), Direction Générale de la Nutrition (DGN), BCEAO, Universités et Institutions d'Etudes et de Recherche (UNIVERSIT, Direction Générale des Contributions et Impôts (DGCI), Pêche, Douanes, Direction Générale du Commerce (DGC).

CHAPITRE I. ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE RÉCENTS

1.1. REVUE DES DÉVELOPPEMENTS SOCIOÉCONOMIQUES RÉCENTS

1.1.1. Secteur réel

La production de noix de cajou, l'agriculture vivrière, la pêche, ainsi que le secteur de l'électricité et de l'eau, qui a connu une forte croissance au cours des deux dernières années, grâce à l'approvisionnement régulier en électricité du barrage de Kaleta, améliorations des infrastructures routières dans certaines régions du pays, continuent d'être des facteurs fondamentaux pour la croissance économique du pays.

En 2024, la production de noix de cajou a diminué en raison des ravageurs, des vents chauds et de la poussière du Sahara, ainsi que des inondations des terres agricoles qui ont compromis la production céréalière.

Par conséquent, dans la mise à jour de 2025 les prévisions pour 2024 ont été revues à la baisse de 4,1 % ; ce qui représente une diminution de 0,7 point de pourcentage par rapport à l'estimation précédente, principalement en raison de la baisse de la production de noix de cajou, affectée par les ravageurs, les vents chauds, la poussière du Sahara et les inondations qui ont également compromis la production céréalière.

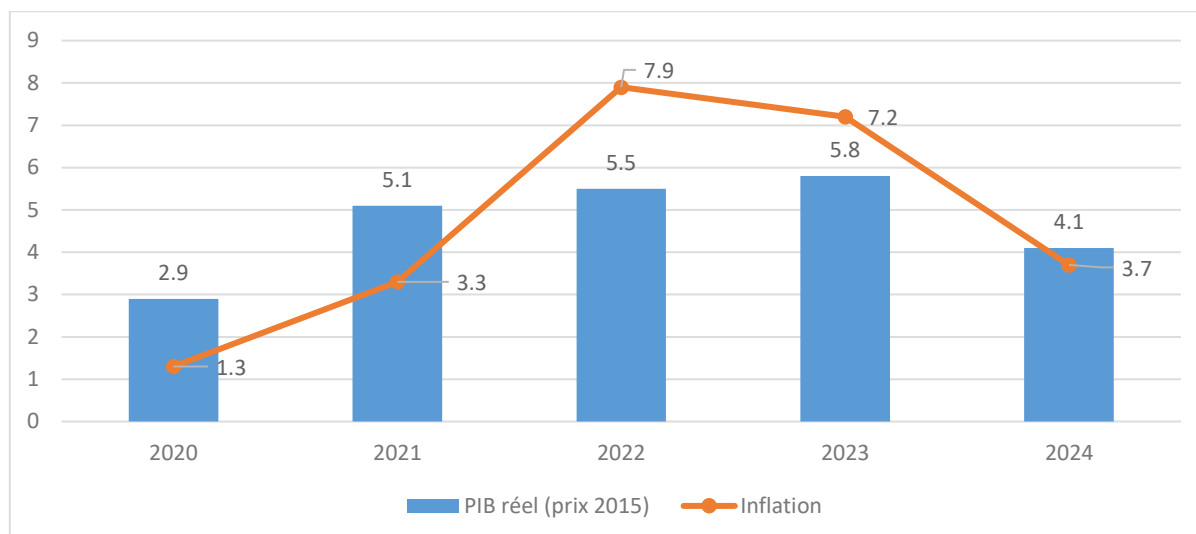
D'après le graphique ci-dessous, en 2023, la croissance économique de la Guinée-Bissau a progressé de 0,3 point de pourcentage de point par rapport à 2022, atteignant un taux de performance de 5,8% contre 5,5% respectivement.

En 2024, le taux de croissance économique a diminué de 1,7 point de pourcentage par rapport à 2023 et a atteint 5,8% contre 5,5% respectivement.

Dans le même temps, l'inflation diminue drastiquement, passant de 7,9% en 2022 à 7,2% en 2023 para 3,7% en 2024. Il s'agit d'une diminution de 4,2 en points de pourcentage pour cette période.



Graphique 1 : Évolution du taux de croissance du PIB réel aux prix de 2015 et de l'inflation en Guinée-Bissau sur la période 2020-2024, %



Source: Comité du cadrage macroéconomique et budgétaire, septembre 2025

Comme on peut le constater, la croissance économique du secteur primaire en 2023 a atteint 4,7% contre 1,4% enregistrée en 2022. Cette croissance est due à l'augmentation significative de la production de noix de cajou de 4,2 points de pourcentage, pour atteindre 12% en 2023 contre 7,8% en 2022.

En 2024, la production et la commercialisation des noix de cajou ont montré des résultats peu favorables **et a baissé pour atteindre -2,0%**. La diminution de la production de ce produit important pour l'économie nationale a entraîné un ralentissement de la croissance de ce sous-secteur de l'économie et par conséquent, un ralentissement de la croissance du secteur primaire de 1,5 point de pourcentage et représente 3,2% en 2024 contre 4,7% en 2023. Pour l'année 2025 la croissance restera au niveau de 5,9%.

Une forte croissance du secteur secondaire a été observée en 2023 avec 12,1%, grâce à la augmentation dans les sous-secteurs de l'électricité, de la construction et d'autres industries avec respectivement 22,3%, 12,6% et 13,9%. Selon les estimations, en 2024, il y aura une diminution de la croissance du secteur secondaire de 4,3% points de pourcentage par rapport à la croissance enregistrée en 2023 et représente 7,8%, en raison de la diminution du sous-secteur de l'électricité et de d'autres industries. Les projections pour 2025 seront une diminution de la croissance du secteur secondaire.

Le secteur tertiaire, en 2024, connaîtra une baisse de 0,9 point de pourcentage, soit 3,9 % contre 4,8 % en 2023. En 2025, le taux de croissance de ce secteur est projeté à 4,9 % en septembre et reste pratiquement stable par rapport aux prévisions de mars 2025, principalement grâce à l'amélioration observée dans la commercialisation des noix de cajou. Cette commercialisation des noix de cajou s'est traduite par la croissance d'autres sous-secteurs tels que les transports, l'information et la communication, et d'autres services connexes.



Tableau 1: Évolution du taux de croissance du PIB réel aux prix de 2015 par secteur, %

	2022	2023	2024	2025
Secteur primaire	1,7%	4,7%	3,2%	5,9%
Agriculture de subsistance	-2,5%	1,4%	6,7%	4,5%
Noix de cajou	7,8%	12,0%	-2,0%	11,0%
Élevage et chasse	3,2%	2,7%	0,2%	1,8%
Exploitation forestière	2,2%	1,6%	1,6%	1,6%
Pêche et aquaculture	3,0%	8,9%	7,2%	7,3%
Secteur secondaire	2,2%	12,1%	7,8%	5,0%
Activités extractives	4,8%	8,4%	7,1%	1,7%
Agroalimentaire	-2,2%	2,3%	6,8%	4,6%
Autres industries	4,4%	13,9%	8,5%	5,0%
Électricité - Eau - Assainissement	4,8%	22,3%	2,9%	8,1%
Construction	1,9%	12,6%	12,8%	3,0%
Secteur tertiaire	9,6%	4,8%	3,9%	4,9%
Commerce et restauration	14,0%	9,6%	5,8%	4,3%
Transports et hébergement	3,5%	4,0%	4,8%	3,4%
Information et communication	6,0%	2,0%	5,0%	5,0%
Services financiers et assurances	4,0%	-3,4%	2,5%	2,0%
Autres services	4,0%	3,0%	6,3%	6,3%
Services d'administration publique	10,1%	3,0%	0,4%	5,9%
Total valeur ajoutée	5,3%	5,7%	4,2%	5,4%
Taxes et frais nets sur les produits	9,5%	7,9%	1,3%	8,5%
Produit intérieur brut (PIB)	5,5%	5,8%	4,1%	5,5%

Source : Comité du cadrage macroéconomique et budgétaire, mars 2025

Le graphique 2 montre que, du point de vue de la contribution sectorielle au produit intérieur brut (PIB), le secteur tertiaire occupe la première place, représentant en moyenne plus de 45 % du PIB par an entre 2022 et 2024. Cette contribution est principalement portée par le dynamisme du commerce et de la restauration, ainsi que par

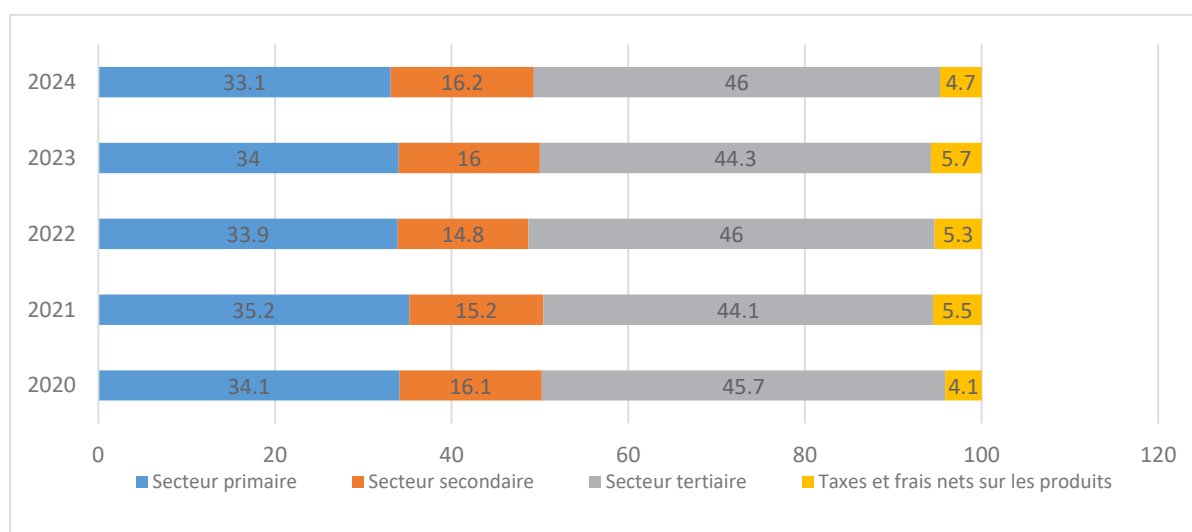
les autres services, qui contribuent respectivement à hauteur d'environ 20 % et 9 % par an.

Le secteur primaire représente ensuite un peu plus de 33 % du PIB par an, grâce notamment à la contribution de l'agriculture de subsistance et de la production de noix de cajou, qui représentent respectivement 16 % et 10 % par an tout au long de cette période.

Le secteur secondaire conserve sa deuxième place, avec une contribution stable oscillant entre 15 % et 18 % du PIB sur cette période.

Par rapport aux estimations de 2024, cet écart s'explique par une amélioration notable du secteur, notamment dans le sous-secteur de la restauration. En revanche, le secteur primaire a enregistré une baisse de 0,7 point de pourcentage en raison des chocs climatiques et des inondations qui ont pénalisé l'agriculture en 2024.

Graphique 2 : Évolution de la proportion des contributions sectorielles au produit intérieur brut (PIB) réel aux prix de 2015, 2020- 2024.



Source : Comité du cadrage macroéconomique et budgétaire, septembre 2025

1.1.2. Secteur Fiscal

1.1.2.1. Finances publiques

Les estimations figurant dans la Note sur le cadrage macroéconomique indiquent une augmentation progressive des recettes publiques, y compris les subventions, au cours des dernières décennies. En 2023, ils ont augmenté de 0,8 milliards de francs de FCFA (393 938,93 USD) et atteint 164,8 milliards de francs CFA (287 151 419,83 USD) contre 164,0



milliards de francs CFA (285 757 470,89 USD) en 2022. En 2024, les recettes de l'État ont également augmenté de 8,2 milliards de francs CFA (14 287 874,04 USD) et ont atteint 173,0 milliards de francs CFA (301 439 293,87 USD) contre 164,8 milliards de FCFA (287 151 419,83 USD) en 2023. Les recettes fiscales en 2025 ont augmenté substantiellement par rapport à 2024, représentant 217,8 milliards de FCFA (379 499 874,02 USD) en 2025 contre 173,0 milliards de FCFA (301 439 293,87 USD) en 2024. Il s'agit d'une augmentation de 44,8 milliards de FCFA (78 060 580,15 USD).

Cependant, l'examen de septembre 2025 du Comité du cadre macroéconomique fait état d'une baisse des recettes publiques de 4,9 milliards de FCFA (853 787,95 USD) par rapport aux estimations de mars 2025. Cette baisse s'explique par la diminution observée des recettes fiscales et non fiscales, respectivement de 2,3 et 2,6 milliards de FCFA (453 030,53 USD et 400 757,43 USD), due aux retards dans la mise en œuvre des mesures de contrôle du recouvrement et de l'exécution des recettes publiques, ainsi qu'aux retards dans la mise en œuvre effective du compte unique du Trésor. Elle s'explique également par une réduction de la demande de licences de pêche et une diminution des dividendes perçus de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en 2025.

De manière générale, on constate également que les prévisions concernant les recettes fiscales, les dons et les autres recettes pour 2024 ne se sont pas concrétisées. Les mises à jour de septembre 2025 ont toutefois fait état d'une évolution vers une augmentation progressive des recettes fiscales et des dons, ainsi qu'une diminution des autres recettes pour l'année 2024. On estime que cette augmentation considérable des recettes de l'État serait le résultat des mesures économiques et financières prises par le gouvernement et d'autres facteurs, tels que :

- Contrôle des recettes fiscales provenant de nouveaux impôts, l'enregistrement des propriétés urbaines.
- Migration du système Sydonia ++ vers Sydonia World et l'installation de scanners au port et aux frontières devraient contribuer à réduire l'évasion fiscale et à accroître la rigueur dans le contrôle des activités économiques
- Mesures de compensation pour la pêche ;
- Augmentation des dons aux projets et du soutien budgétaire.

Cette diminution des recettes non fiscales est due à des retards dans la mise en œuvre effective du compte unique du Trésor. Elle s'explique également par une réduction de la demande de licences de pêche et une diminution des dividendes perçus de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en 2025.

Tableau 2 : Évolution des recettes et dons en milliards de FCFA, 2022-2025

			Estimation 2024	Difference
	2022	2023	2024	
Revenus et dons en milliards de FCFA	164	164,8	195,4	212,9 17,5
Recettes budgétaires	123,4	140	150,0	161 11
Recettes fiscales	98	109,6	114,3	131,8 17,5
Recettes non fiscales	25,4	30,4	35,7	29,2 -6,5
Dons	40,6	24,8	45,4	51,9 6,5

Source : Comité du cadrage macroéconomique et budgétaire, septembre 2025

Les données montrent que les dépenses totales augmenteront en 2024 de 15,3 milliards de FCFA et représenteront 288,7 milliards contre 273,4 milliards de FCFA en 2023. En raison de l'augmentation des intérêts de la dette et des dépenses d'investissement financées par des ressources nationales, représentant respectivement 36,1 et 33,8 milliards de FCFA en 2024, contre 29,2 et 25,1 milliards de FCFA en 2023.

Les résultats des estimations révisées en septembre 2024 indiquent des dépenses totales de 282,7 milliards de FCFA, contre valor final de despesas de 2024 que representa 288,7 milliards de FCFA, soit une augmentation de 6,0 milliards de FCFA. Cette augmentation est due à la hausse des charges d'intérêts sur la dette et des dépenses d'investissement réalisées grâce aux ressources nationales, qui s'élèvent respectivement à 6,9 et 8,7 milliards de FCFA.



Tableau 3 : Évolution des dépenses de l'Etat, en milliards FCFA de 2022 à 2025.

	2022	2023	Estimation 2024	2024	(sept- mars)
Dépenses totales et prêt net	237,4	273,4	282,7	288,7	6,0
Dépenses courantes	166,9	195,7	195,7	211,6	15,9
Rémunération salariale	65,1	59,2	59,2	59,3	0,1
Dépenses d'investissement financées par les ressources internes	15,2	14,1	13,6	13,6	0,0
Dépenses d'investissement financées par des ressources externes	55,2	63,6	57,5	57,5	0,0
Dépenses d'investissement	70,4	77,7	71,0	71,1	0,1
Solde global hors dons sur promesses de dons (milliards de FCFA)	-114	-133,5	-133,5	- 145,0	11,5
Solde global incluant les dons sur promesses de dons (milliards de FCFA)	-73,3	-108,6	-108,6	- 109,6	1,0

Source: Modelo Tchintchor

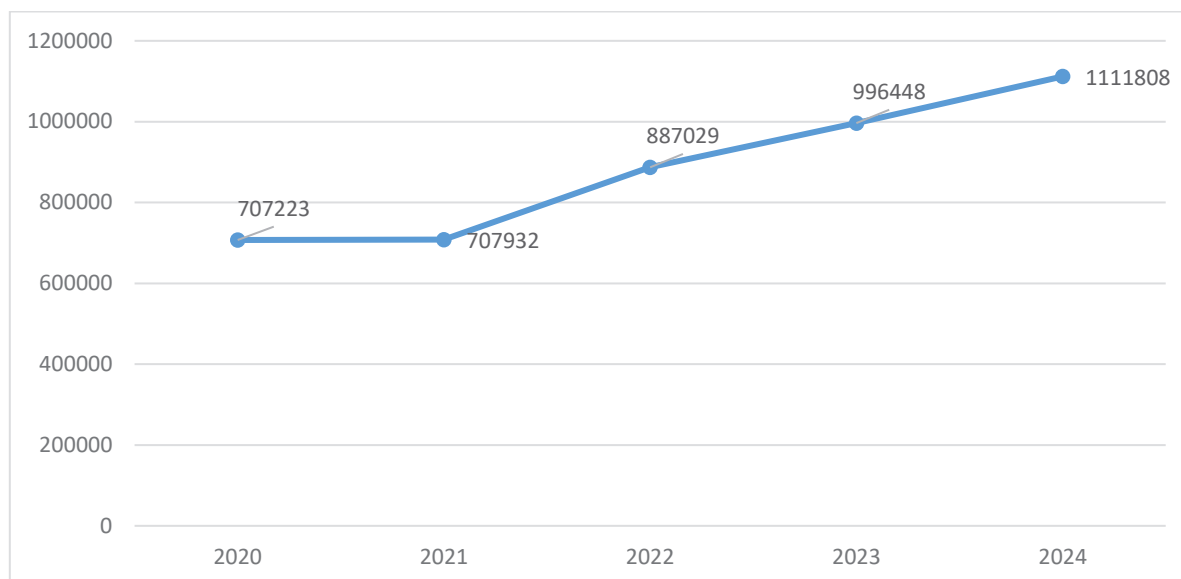
1.1.3. Dette publique

Selon les données du graphique ci-dessous, la dette publique du pays a eu tendance à croître rapidement, passant de 887,0 milliards de FCFA (1545529789,96 USD) en 2022 à 1 113,5 milliards de FCFA en 2024. Cela implique une augmentation de la dette publique de 226,5 milliards de FCFA (394658959,89 USD) pour cette période.

De ce fait, le ratio de la dette publique pour cette période augmente et représente 77,3%, 79,1% e 86,6% du PIB, bien qu'avec des variations irrégulières et supérieur aux 70% du critère de la CEDEAO.

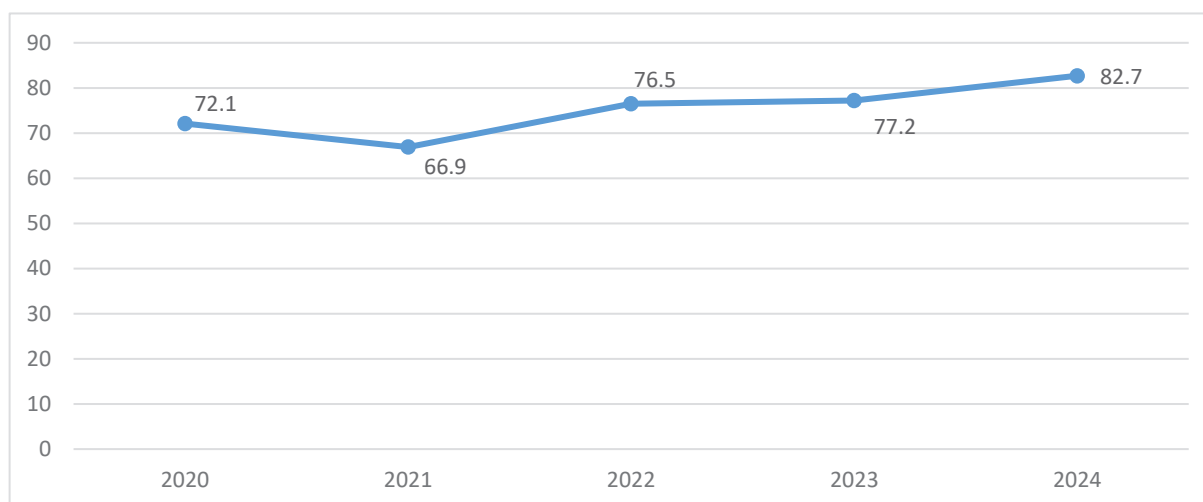
Il est important de noter que l'écart entre les estimations de la dette publique totale à la fin de la période en 2024 coïncide avec les chiffres définitifs.

Graphique 3 : Dette Publique totale en fin de période 2020-2024, milliards de FCFA



Source: DGDP/CNPE

Graphique 4 : Encours de la dette publique en % du PIB



Source: DGDP/CNPE

1.1.4. Secteur monétaire

La masse monétaire au sens large a connu une hausse significative en 2024 par rapport à 2023, atteignant 524,9 milliards de FCFA (914598181,23 USD), contre 494,1 milliards de FCFA (855704261,39 USD) en 2023. Selon les données du cadrage macroéconomique de



mars 2025, cette tendance à la hausse de la masse monétaire se poursuivra dans les années à venir.

Les actifs extérieurs ont également progressé progressivement, atteignant 254,9 milliards de FCFA (444143791,95 USD) en 2024, contre 243,1 milliards de FCFA (423583192,72 USD) en 2023. Cela représente une augmentation de 11,8 milliards de FCFA (20560599,24 USD) sur cette période. Il convient également de noter que le crédit intérieur a augmenté chaque année suivante.

Il est important de noter qu'il n'y a pas de divergence entre les estimations de la masse monétaire M1 et M2 pour 2024 par rapport à la valeur finale pour 2024.

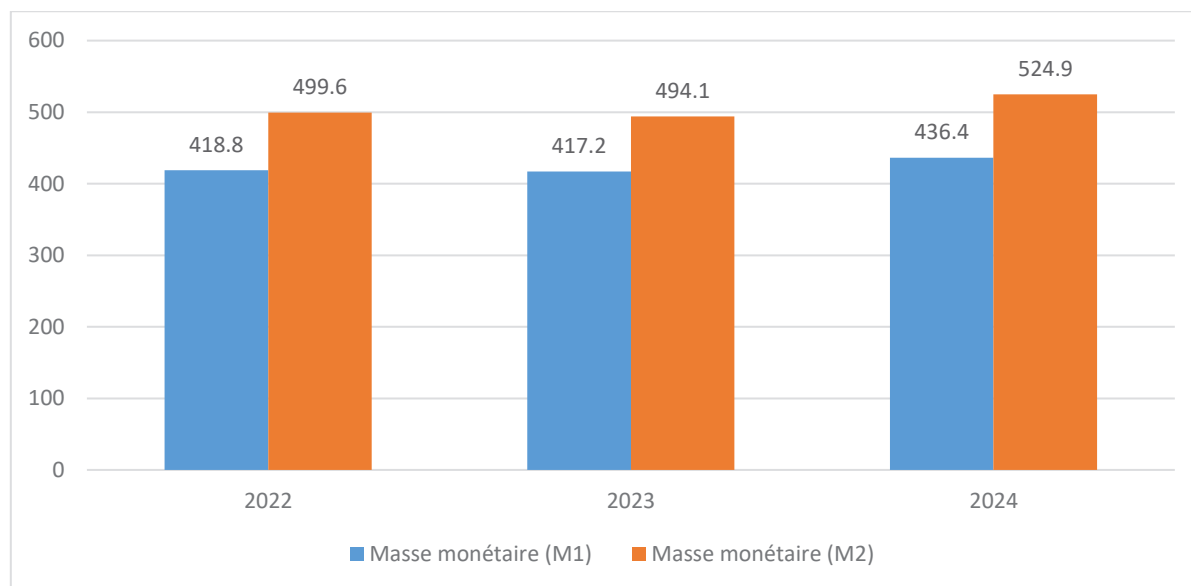


Tableau 4 : Evolution de la situation monétaire M1 et M2 en Guinée-Bissau, 2022 – 2024 (milliards de francs CFA)

	2022	2023	2024 prov.
Circulation fiduciaire	298,0	287,7	292,3
Dépôts transférables	120,8	129,5	144,0
M1	418,8	417,2	436,4
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	80,8	76,9	88,5
Masse monétaire (M2)	499,6	494,1	524,9
Actifs extérieurs nets	266,3	243,1	254,9
BCEAO	165,9	150,2	186,7
Banques	100,4	92,9	68,2
Prêts intérieurs	288,2	315,2	324,7
Actifs nets sous administration centrale	97,4	125,4	172,9
BCEAO	64,8	75,0	75,0
Banques	32,6	50,4	97,8
Crédit à l'économie	190,8	189,8	151,9
BCEAO	4,3	4,6	4,9
Banques	186,5	185,2	147,0
Passifs non monétaires	66,7	74,5	53,0
Autres éléments nets	-11,8	-10,2	1,6
Total des contreparties de M2	499,6	494,1	524,9
Variation	3,5%	-1,1%	6,2%
Variation des actifs extérieurs nets	-64,4	-23,1	11,7
BCEAO	-51,6	-15,7	36,5
Banques	-12,8	-7,4	-24,8



Graphique 5 : Evolution de la situation monétaire M1 et M2 en Guinée-Bissau, 2022 – 2024 (milliards de francs CFA)



Source: CNPE

1.1.5. Secteur extérieur

Comme on peut le constater, la balance des paiements de la Guinée-Bissau affiche un déficit depuis plusieurs décennies. Cette situation perdure sur la période 2022-2024.

Le principal produit d'exportation du pays, c'est la noix de cajou. Ainsi, tout au long de la période 2022, 2023 et 2024, le volume des exportations de noix de cajou atteint respectivement 90,7%, 88,6% et 87,3% des exportations totales du pays. Selon les estimations disponibles, les exportations totales pour 2025 sont estimées à 184,9 milliards de kcal (FCFA) soit 322174135,47 USD contre 139,1 milliards de kcal (FCFA) soit 242371131,66 USD en 2024, dont 89,5 % proviennent des exportations de noix de cajou.

La balance des services a été complètement négative ces dernières années en raison de la vulnérabilité économique du pays aux facteurs externes et de la faible participation du pays au commerce international. Les données concernant les importations montrent que les produits alimentaires constituent la majorité des produits importés dans le pays, suivis des produits pétroliers et des équipements. En 2024, les principaux produits d'importation étaient les produits alimentaires (26,7 %), les équipements (21,8 %) et les dérivés du pétrole (22,5 %). Le pays dispose d'un potentiel considérable pour améliorer ce

portefeuille, notamment en remplaçant une part importante des importations alimentaires par une production nationale, comme le riz. La Guinée-Bissau possède un fort potentiel de production nationale, qui peut être exploité par des mesures simples telles que l'encouragement de la mécanisation de l'agriculture familiale et la création d'infrastructures logistiques en milieu rural.

Tableau 5 : Evolution de la Balance des biens et services en Guinée-Bissau, en milliards de FCFA 2022 – 2024

	2022	2023	2024
Compte transaction courant	-91,9	-97,1	-98,1
Biens et services	-185,9	-186,6	-201,0
Balance de biens FOB	-96,0	-98,8	-111,6
Exportation de Biens FOB	152,8	145,4	139,1
Noix de cajou	138,6	128,8	121,4
Poisson et crevettes	0,5	2,5	3,6
Bois	0,0	0,0	0,3
Phosphate	0,0	0,0	0,0
Coton	0,0	0,0	0,0
Divers	13,7	14,1	13,8
<i>dont produits agricoles de subsistance</i>	<i>0,7</i>	<i>0,8</i>	<i>1,2</i>
<i>dont échanges intra-UEMOA</i>	<i>8,6</i>	<i>9,6</i>	<i>6,5</i>
Importation de Biens FOB	-248,8	-244,2	-250,7
Importation de Biens CIF	-292,6	-287,3	-294,9
Produits alimentaires	-84,2	-81,4	-78,8
	-23,0	-23,5	-23,7
Autres biens de consommation	-61,7	-63,7	-66,4
Produits pétroliers	-22,9	-20,1	-25,2
Biens intermédiaires	-66,4	-64,1	-64,4
Biens d'équipement	-34,4	-34,4	-36,4
<i>dont échanges intra-UEMOA</i>			<i>-70,7</i>
Balance de services	-89,9	-87,8	-89,4

Source: CEMO, 2024.



1.1.6. Secteur sociale

1.1.6.1. Démographie

En Guinée-Bissau au cours de la période 1991-2009, période au cours de laquelle le deuxième et le troisième RGPH et les projections jusqu'à 2026, l'âge moyen de la population se maintient au niveau de 18 ans. La moitié de la population (50 %) a moins de 18 ans et 43 % entre 0 et 14 ans, contre seulement 3 % de la population âgée de 65 ans et plus. Pour la période 1991-2009, le taux de croissance démographique annuel moyen est de 2,2%.

Le Rapport sur le développement humain 2023/2024 montre que l'indice de développement humain de la Guinée-Bissau est passé de la 177ème à la 179ème place, maintenant une valeur de 0,483 depuis 2022. En 2025 houve ligeiro progresso e o Índice do Desenvolvimento Humano aumentou para 0,514 e o país passou a ocupar 174ª posição entre 193 países do mundo.

1.1.7. Éducation

En Guinée-Bissau, outre la croissance démographique qui exerce une pression sur les conditions d'enseignement et d'apprentissage, la situation économique n'est pas non plus propice au développement de l'éducation.

Le Plan national de développement (PND) 2020-2023 dépend fortement des financements extérieurs, tandis que le montant alloué à l'éducation sur le budget général de l'État ne dépasse pas 10 %. Tout cela conduit à ce qu'il y ait la crise des infrastructures scolaires précaires et le manque de matériel pédagogique, ainsi que la pénurie d'enseignants, qui affecte la qualité de l'enseignement et l'accès à l'éducation.

1.1.8. Santé

Le Gouvernement de Guinée-Bissau, avec le soutien de partenaires internationaux tels que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF, a déployé des efforts pour renforcer le système de santé, grâce à des stratégies telles que le renforcement de la gouvernance, l'augmentation de la vaccination, la prévention de maladies comme le paludisme et l'amélioration des soins de santé maternelle et infantile. Cependant, le pays est confronté à des défis persistants liés à l'instabilité politique et à la fragilité

institutionnelle, qui entravent la pérennité des améliorations et l'accès équitable aux soins de santé.

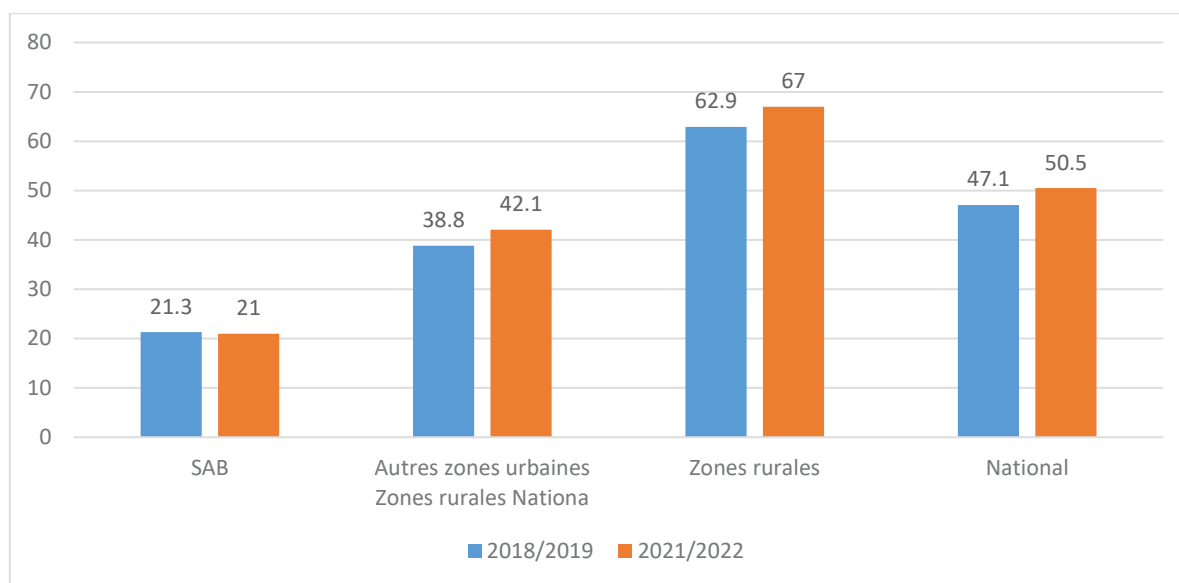
Malgré les efforts du gouvernement, le système national de santé est confronté à d'énormes problèmes tels que l'insuffisance d'équipements, de ressources humaines qualifiées et d'infrastructures sanitaires pour l'accès aux soins de santé primaires et de des moyens financiers pour lutter contre la malnutrition qui affecte fortement la vie des enfants, causée par la pauvreté, le manque d'accès à des aliments nutritifs, une mauvaise alimentation et le manque de connaissances sur les pratiques appropriées d'alimentation des enfants.

1.1.9. Pauvreté

Tout au long de son histoire, la Guinée-Bissau a mis en œuvre plusieurs documents stratégiques pour lutter contre la pauvreté, notamment le Document stratégique de réduction de la pauvreté I (DENARP I) de 2006 à 2009, le Document stratégique de réduction de la pauvreté II (DENARP II) de 2011 à 2015, le Plan stratégique opérationnel (PEO) TERRA RANKA (2015 à 2025) et le Plan national de développement (PND 2020 à 2023). Cependant, la pauvreté continue de progresser, en particulier dans les zones rurales.

Ainsi, selon les données de la dernière enquête sur les conditions de vie (EHCVM) réalisée en 2018/19, la pauvreté touchait 47,7 % de la population. En 2020/2021, le taux de pauvreté a augmenté et atteint 50.5%. La même proportion est estimée pour la période 2020-2022. Ce dernier point est principalement dû à la hausse des prix des produits de première nécessité sur le marché et des produits pétroliers et de transport. La pauvreté dans les zones urbaines est relativement plus faible que dans les zones rurales du pays. La pauvreté en SAB en 2021/2022 a légèrement diminué et représente 21,0% de la population contre 21,3% en 2018/19. Alors que dans d'autres zones urbaines et rurales, il a augmenté pendant la même période, surtout dans les zones rurales, représentant à plusieurs reprises 42,1% contre 38,8% et 67,0% contre 62,9%.



Graphique 6 : Evolution du taux de pauvreté, 2018/19 - 2021/2022

Source: INE, EHCVM 2021/2022

CHAPITRE II. PERFORMANCES MACROÉCONOMIQUES ET PERSPECTIVES 2025-2027

L'évolution macroéconomique de la Guinée-Bissau affiche une tendance à la hausse ces dernières années. Les projections macroéconomiques tablent sur une croissance de 5,5 % en 2025, soit 1,4 point de pourcentage de plus que le taux de 4,1 % enregistré en 2024. Les perspectives macroéconomiques de la Guinée-Bissau pour la période 2025-2027 tablent sur une croissance moyenne du PIB d'environ 5,1 %, portée par la production de noix de cajou et le secteur des services, avec une inflation attendue autour de 2 % et une amélioration de la situation budgétaire.

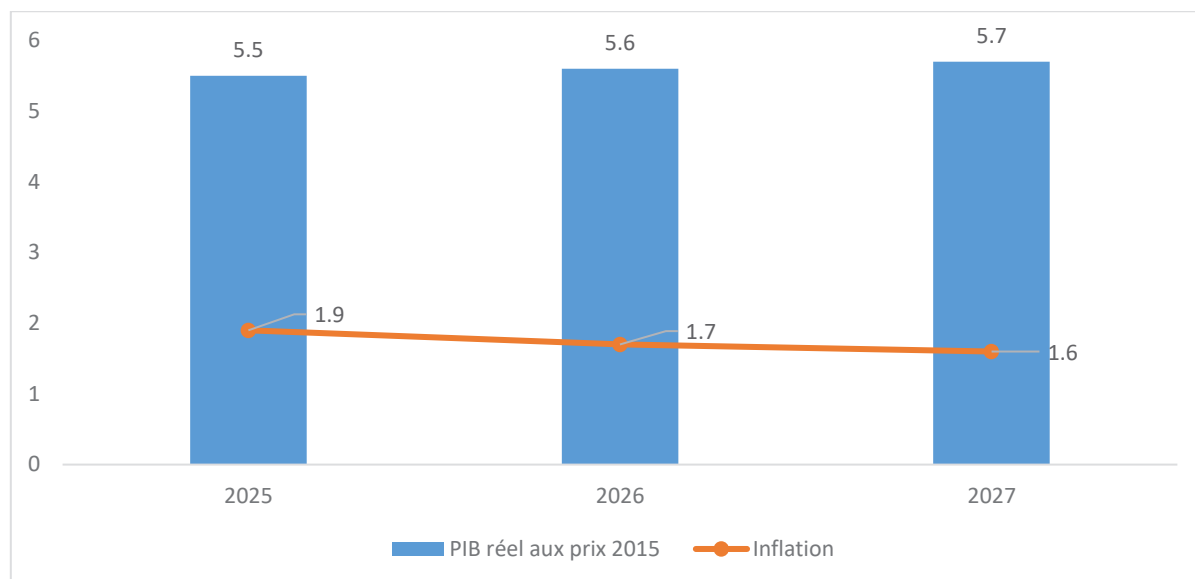
Toutefois, ces résultats dépendent de la consolidation des finances publiques et de la diversification de l'économie, et sont confrontés à des risques tels que l'instabilité politique et une forte dépendance à la production de noix de cajou. La dette publique devrait diminuer et le PIB par habitant progresser graduellement, mais des défis subsistent en matière de création de valeur et d'amélioration du climat des affaires afin d'attirer les investissements directs étrangers.

Cependant, la poursuite de cette tendance dépendra du contexte international, actuellement marqué par des incertitudes de marché liées au changement climatique et à la volatilité des prix internationaux de l'énergie et des produits alimentaires. Ces facteurs influent sur la demande extérieure adressée à l'économie nationale et sur l'offre du commerce international, ce qui se répercute sur le coût des importations.

Les estimations montrent qu'entre 2025 et 2027, la croissance du PIB augmentera progressivement, quoique modestement, de 5,5% à 5,7% respectivement. À l'inverse, l'inflation diminuera de 1,9% en 2025 à 1,6% en 2027, soit une baisse de 0,3 % sur cette période. Cette baisse attendue est due à l'impact des exonérations fiscales sur les principaux produits alimentaires de base, comme la farine, l'huile et le sucre, entre autres produits, établies comme mesure pour alléger les dépenses des familles face aux difficultés auxquelles elles font face avec la hausse des prix.



Graphique 7 : Évolution du taux de croissance du PIB réel aux prix de 2015 et de l'inflation en Guinée-Bissau sur la période 2025-2027, %



Les indicateurs de convergence de la CEDEAO ont été utilisés pour analyser les performances macroéconomiques du pays. Ainsi, selon les données présentées dans le tableau ci-dessous, de 2022 à 2024, la Guinée-Bissau n'a atteint aucun des indicateurs de performance macroéconomique. Cela montre que le pays n'a pas atteint les objectifs fixés pour les indicateurs de convergence de la CEDEAO au cours de cette période., à l'exception du taux d'inflation annuel moyen, qui restera inférieur à 3 % en 2020.

Tableau 6 : Indicateurs de convergence macroéconomique pour la période 2020-2024

	2020	2021	2022	2023	2024
Solde de base global (dons inclus en pourcentage du PIB) ≥ -3 %	-8,7	-6,9	-6,3	-8,4	-8,1
Taux d'inflation annuel moyen ≤ 3 %	1,5	3,3	7,9	7,2	3,7
Masse salariale / Recettes fiscales ≤ 35 %	78,1	59,1	66,4	54,1	54,3
Dette / PIB ≤ 70 %.	72,1	66,9	76,5	77,2	82,7
Taux de pression fiscale	6,9	8,7	8,4%	8,5	8,1

Source : Tchintchor, septembre 2025

2.1. PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES ET FACTEURS DE RISQUES 2025 – 2027

Les perspectives économiques sont positives pour 2025. Les prix à l'importation des noix de cajou par l'Inde, principale destination des exportations, ont augmenté de manière significative, passant de 1 100 \$US/tonne en juin 2024 à 1 760 \$US/tonne en février 2025.

Soutenue par des prix internationaux élevés et des conditions météorologiques favorables pendant la saison sèche, la campagne d'exportation de noix de cajou s'est déroulée sans encombre, maintenant des prix à la production élevés de 560 FCFA/KG en 2024. Une forte croissance des investissements publics et privés est également attendue en 2025.

Compte tenu de ces facteurs, la croissance devrait s'établir à 5,5% en 2025, un taux légèrement supérieur aux prévisions de la septième évaluation. L'augmentation des exportations et l'amélioration des termes de l'échange, soutenues par la récente baisse des prix internationaux des carburants et du riz, contribueront également à l'amélioration de la balance extérieure.

Tableau 7 : Évolution de la dynamique des exportations de noix de cajou et du prix par tonne 2024-2027

	Prix moyen pour le producteur (FCFA/kg)	prix moyen à l'exportation (USD/ton)	à Quantité exportée (officielle)
2024	560	1075	167 471
2025	500	1250	211 389
2026	500	1155	223324
2027	500	1185	235 055

Source: modèle Tchintchor

Les principaux risques proviennent de la situation sécuritaire intérieure, de la faible capacité de l'État à mobiliser des ressources, des chocs affectant les termes de l'échange et des conditions météorologiques défavorables. Par ailleurs, le maintien de conditions financières régionales restrictives pourrait accroître les risques liés à la dette.



Les risques financiers des entreprises publiques et du secteur bancaire peuvent également engendrer des passifs éventuels. Si ces risques se concrétisaient, les autorités devraient poursuivre la rationalisation des dépenses et rechercher des dons et un soutien budgétaire supplémentaires.

Les effets directs de la forte incertitude du commerce mondial sur la Guinée-Bissau sont relativement faibles. Cela s'explique par le fait que son exposition commerciale directe aux États-Unis est quasi inexistante et que la Guinée-Bissau bénéficie, à l'échelle mondiale, des récentes fluctuations des prix internationaux des matières premières, notamment la hausse des prix de la noix de cajou et la baisse des prix du riz et des carburants. Par ailleurs, il existe un risque de diminution des subventions aux projets, qui seraient inférieures aux 1,9 % du PIB prévus au budget si le même rythme de décaissement est maintenu au premier trimestre 2025.

Ces dons aux projets ne financent que les dépenses de développement et sont, a priori, neutres sur le plan du déficit (à moins que le gouvernement ne décide d'inclure certaines de ces dépenses dans le budget) et n'affectent pas le financement budgétaire, mais ils influencent négativement la qualité des services dans certains secteurs.

2.1.1. La suspension temporaire des activités de l'USAID

La décision des États-Unis de suspendre les employés de l'USAID et de geler la majeure partie de son aide internationale a ébranlé les fondements du système d'aide mondial. Cette mesure a suscité une vive inquiétude au sein de la communauté internationale, menace de déstabiliser les régions vulnérables et compromet des décennies de progrès en matière de développement, de santé et de droits humains.

Depuis sa création en 1961, l'USAID est la pierre angulaire de l'aide humanitaire américaine. Elle intervient dans environ 130 pays, apporte un soutien essentiel lors de crises humanitaires et d'urgences sanitaires, et contribue au développement économique des régions les plus vulnérables.

2.1.2. L'impact des coupes budgétaires de l'USAID

La mise en œuvre de cette mesure entraînera une réduction d'environ 40 milliards de dollars de l'aide internationale, ce qui aura de graves conséquences dans des domaines

essentiels : i) les crises humanitaires et la sécurité alimentaire, ii) la santé publique et la prévention et le traitement de maladies telles que le VIH/sida. Par conséquent, les agences d'aide internationale ont averti que cette réduction des financements conduirait à l'effondrement de nombreux programmes d'assistance dans les zones de conflit.

Dans des régions comme l'Afrique subsaharienne, le retrait des fonds affaiblira les efforts de lutte contre les maladies infectieuses, privant ainsi des millions de personnes d'accès aux soins médicaux essentiels. Les conséquences en matière de santé, d'éducation, de sécurité alimentaire et de droits humains dans les pays en développement seront catastrophiques. Par conséquent, la décision de la CEDEAO concernant les projets de développement agricole dans la zone CEDEAO constitue une approche importante pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et réduire la pauvreté.

Dans le cas de la Guinée-Bissau, L'USAID a cessé de financer des projets en Guinée-Bissau il y a 20 ans et les échanges commerciaux entre la Guinée-Bissau et aux États-Unis sont pratiquement inexistants. Donc, il n'y aura pas besoin d'analyser les implications possibles de la suspension temporaire des activités de l'USAID et la guerre tarifaire mondiale déclenchée par les hausses de droits de douane aux États-Unis



CHAPITRE III. ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN GUINÉE-BISSAU ET SON IMPACT SUR L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE LA CEDEAO

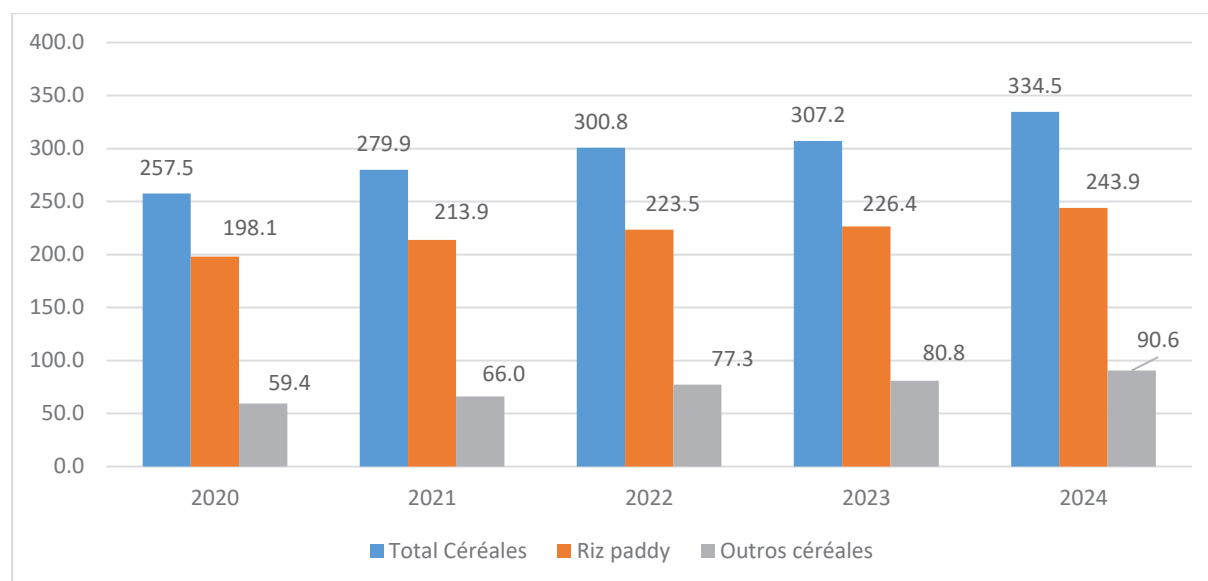
Malgré des conditions favorables à l'agriculture, qui représente environ 47,5 % de son PIB et emploie près de 67,9 % de sa population active (Étude sur les causes de l'insécurité alimentaire - PAM 2023), la Guinée-Bissau a rencontré d'énormes difficultés pour garantir sa sécurité alimentaire ces dernières décennies.

Ces difficultés sont dues aux inondations, aux chocs climatiques, à la hausse des prix du marché (malgré des fluctuations saisonnières) et, surtout, à la dépendance à des cultures comme la noix de cajou, essentielle à ses revenus. Il en résulte une augmentation constante du nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire, de malnutrition et d'insuffisance alimentaire. Les zones les plus rurales et vulnérables, telles que Tombali, Cacheu et Oio, sont les plus touchées et nécessitent des interventions urgentes pour améliorer les politiques, la résilience et l'accès à une alimentation diversifiée.

La culture de l'anacardier domine la production agricole, entravant parfois les efforts visant à atteindre la sécurité alimentaire totale. La monoculture est d'ailleurs souvent citée comme l'une des causes de l'insécurité alimentaire.

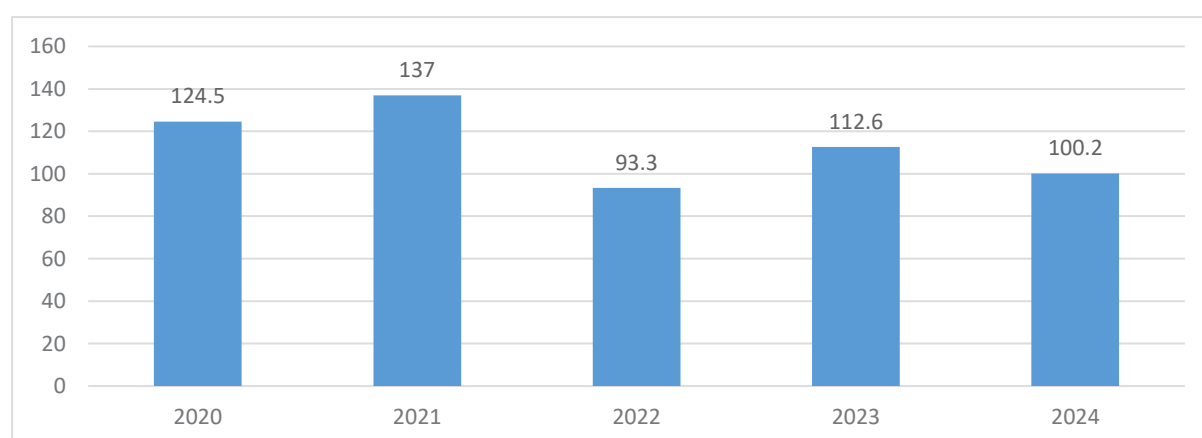
Les faiblesses susmentionnées du secteur agricole signifient que le pays ne peut pas produire suffisamment pour garantir la sécurité alimentaire, ce qui implique que la Guinée-Bissau a un déficit de production alimentaire.

Les données du graphique ci-dessous montrent que parmi les produits alimentaires à base de céréales produits dans le pays, le riz est le principal produit de production et de consommation du pays et représentant environ 75 % des céréales produites annuellement.

Graphique 8 : Production de céréales et de riz paddy (mille tonnes), 2020-2024

Source: Tchintchor (cadre septembre 2024)

Évidemment, sur la base des besoins pour couvrir le déficit en produits alimentaires, selon les données disponibles, comme par exemple, bien qu'il y a une tendance à la diminution des importations de riz, le pays a importé entre 2020 et 2024, 155,8 mille tonnes de riz en moyenne par an, selon les projections le pays devra importer au moins 92,4 mil tonnes de riz annuellement. Ce qui a un impact négatif sur la balance commerciale traditionnellement déficitaire.

Graphique 9 : Importation du riz 2020-2024 (mille tonnes)

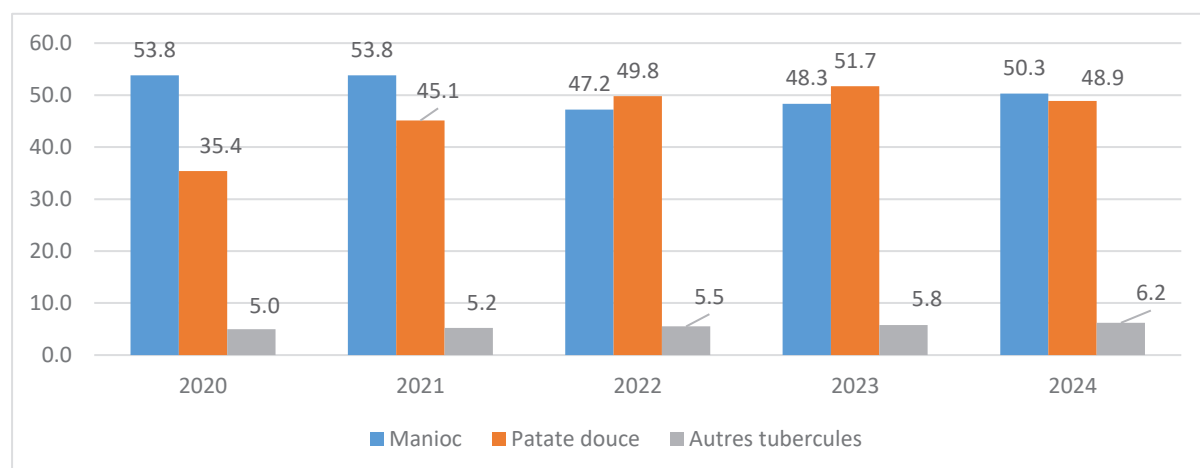
Source: Tchintchor (cadre septembre 2024)

Comme le montre le graphique ci-dessous, le pays produit environ 100 000 tonnes de tubercules par an, dont 95 % de manioc et de patate douce.



En 2020 et 2021, la production de manioc a légèrement dépassé celle de la patate douce. Mais la situation a évolué à partir de 2022, lorsque la demande de patates douces a augmenté au Sénégal voisin, entraînant une hausse de la production de patates douces jusqu'à dépasser celle du manioc.

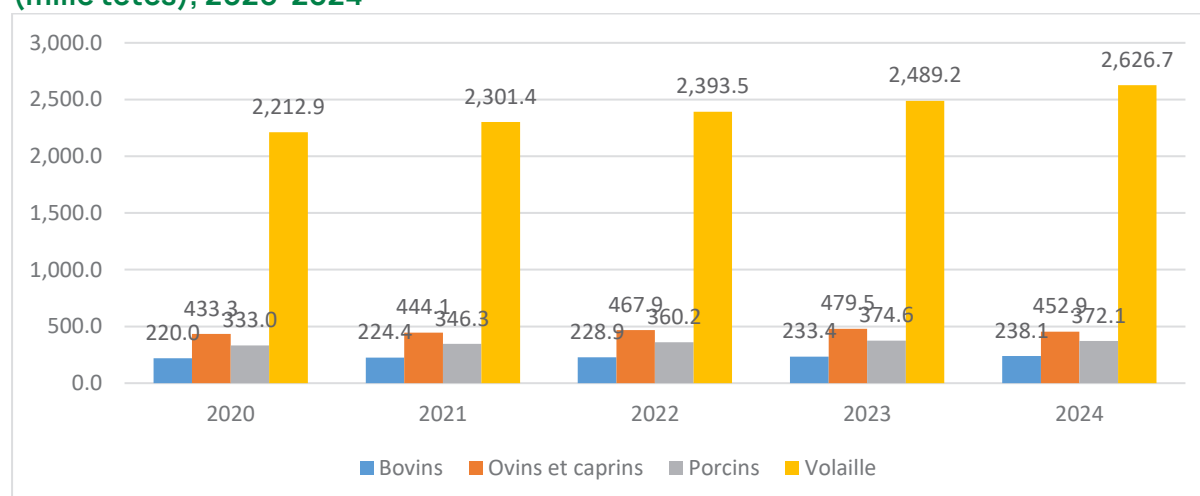
Graphique 10: Production de manioc, patate douce et autres tubercules (mille tonnes), 2020-2024.



Source: Tchintchor (cadre septembre 2024)

Les données du graphique ci-dessous montrent qu'en termes d'effectif, la production avicole annuelle arrive en tête, avec une moyenne de plus de 2 400 000 têtes. Vient ensuite la production de caprine, avec une moyenne de 455 500 têtes par an. Les porcs occupent la troisième place, avec une production annuelle moyenne de 357 200 têtes. La production bovine s'élève en moyenne à 2 404 700 têtes par an.

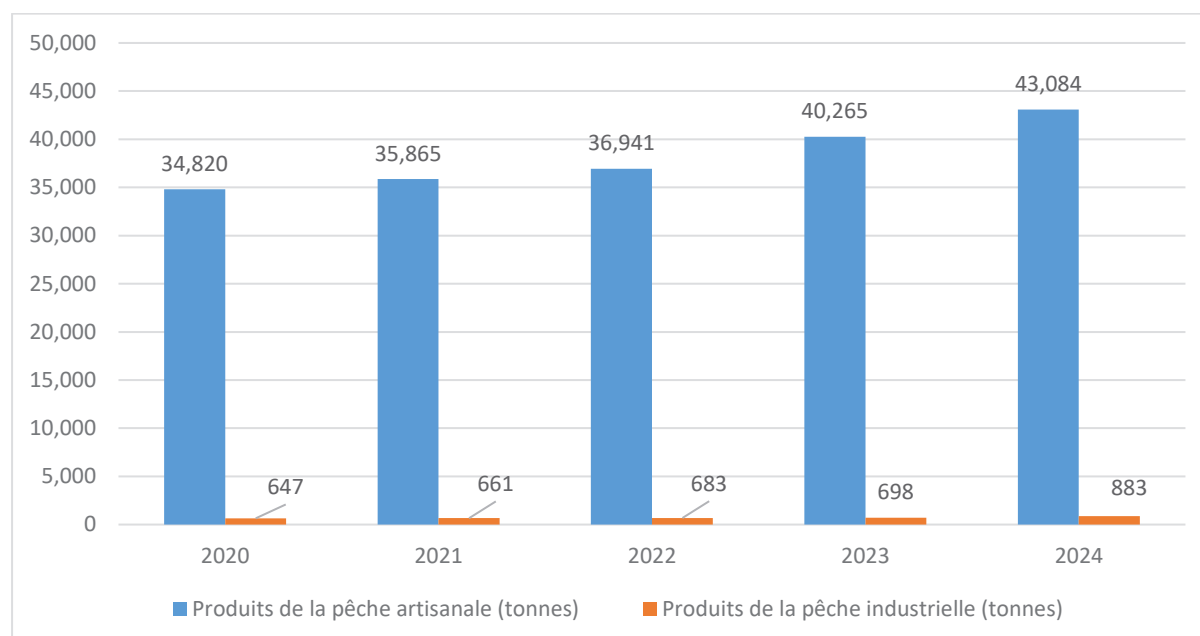
Graphique 11 : Production en quantité de bovins, ovins et caprins, porcins et volaille (mille têtes), 2020-2024



Source: Tchintchor (cadre septembre 2024)

En matière de production halieutique, la Guinée-Bissau combine la pêche artisanale et l'élevage industriel de perches. La pêche artisanale est généralement prédominante et représente, selon les statistiques, environ 98 % de la production nationale de perches.

Graphique 12 : Production de produits de la pêche en Guinée-Bissau, 2020-2024

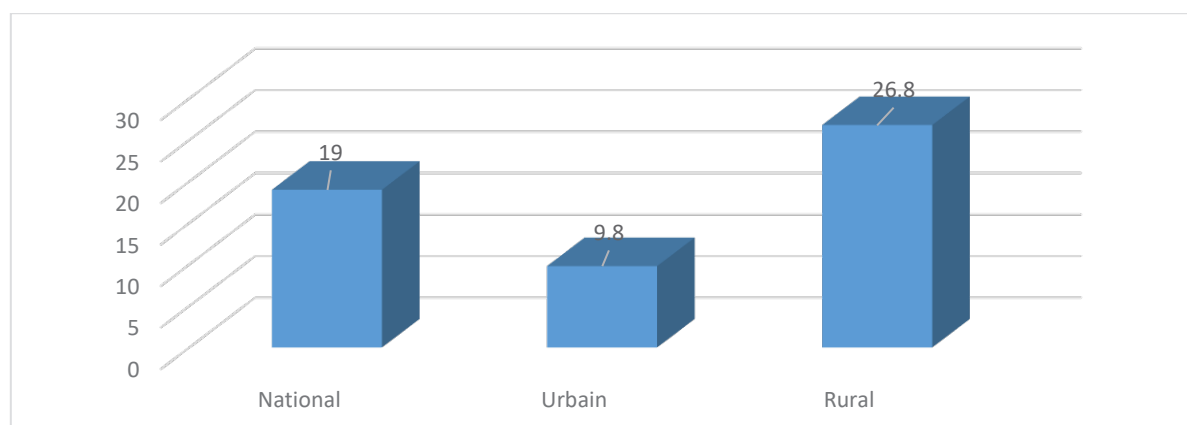


Source: Tchintchor (cadre septembre 2024)

Selon les données publiées par le Programme alimentaire mondial (PAM), l'insécurité alimentaire a reculé en Guinée-Bissau en 2024, même si elle touche encore près d'un quart des ménages, avec une prévalence plus élevée dans les zones rurales. Dans son rapport annuel, le PAM conclut que l'insécurité alimentaire « a diminué à 22 % en novembre 2024 », après avoir atteint « 28,3 % en septembre 2023 ».

D'après les données d'une étude menée dans le cadre de la Stratégie Intégrée de Suivi de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SISSAN) en octobre 2022 (graphique 6), l'insécurité alimentaire touche davantage la population rurale que la population urbaine, avec respectivement 26,8 % et 9,8 %. Par ailleurs, ces données montrent que le niveau d'insécurité alimentaire en milieu rural est supérieur à la moyenne nationale.



Graphique 13 : Situation de la sécurité alimentaire en octobre 2022, %

Source: Enquête SISSAN 2022

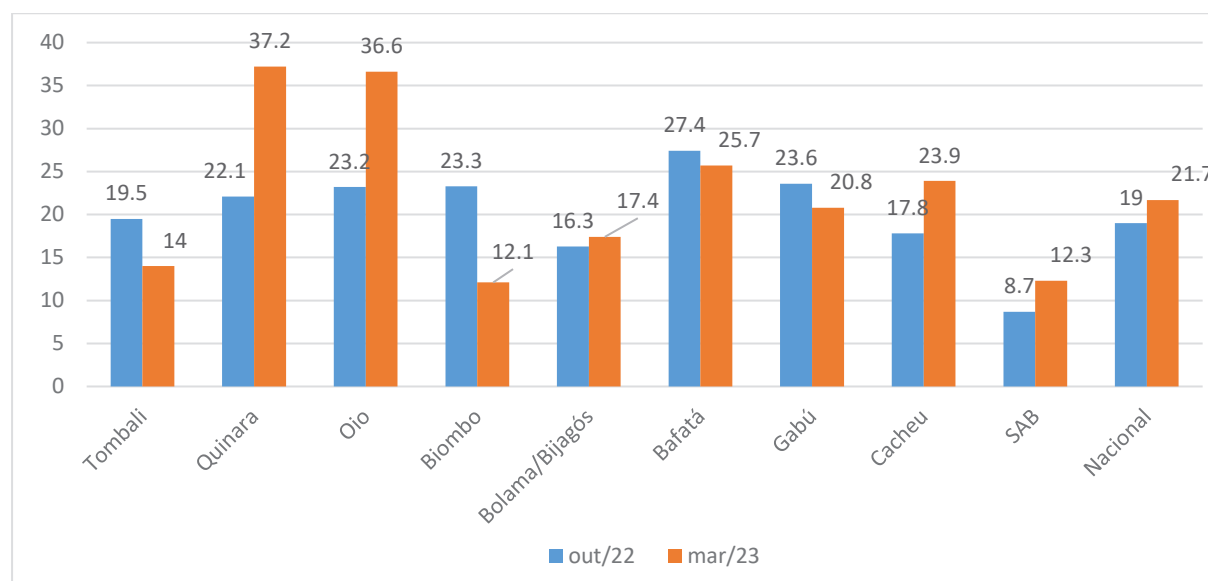
Les données de cette même enquête révèlent un fossé persistant entre l'insécurité alimentaire urbaine et rurale, le problème étant particulièrement criant dans les régions intérieures de Guinée-Bissau. Le rapport indique qu'en 2022, l'insécurité alimentaire était particulièrement élevée dans les régions de Bafatá (27,4 %), Gabu (23,6 %), Oio (23,2 %), Biombo (23,3 %) et Quinara (22,1 %), toutes affichant un taux supérieur à la moyenne nationale. À Bissau, la capitale, le problème était le moins touché, avec un taux de 19 %. En 2023, les régions de Quinara et d'Oio présentaient les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés du pays, avec respectivement 37,2 % et 36,6 %, suivies des régions de Bafatá et de Cacheu, avec respectivement 25,7 % et 23,9 %.

Le Programme alimentaire mondial attribue ces disparités entre sécurité alimentaire urbaine et rurale aux « inégalités d'infrastructures et à l'accès limité aux moyens de subsistance en milieu rural ». Selon le PAM, « plus de 58 336 personnes ont été directement touchées, dont 19 707 personnes vulnérables, comme des enfants et des personnes âgées ».

Le PAM signale également les conséquences de l'insécurité alimentaire, soulignant que « sept pour cent des enfants âgés de six à 23 mois bénéficient d'une alimentation minimale acceptable ».

Le rapport conclut que seulement « 11 % des ménages ont adopté des stratégies de subsistance pour faire face à l'insécurité alimentaire ».

Graphique 14 : Situation de la sécurité alimentaire en octobre 2022 et mars 2023 par région, %



Source: Enquête SISSAN octobre 2022 et mars 2023

Le rapport souligne que parmi les principales causes, les suivantes se distinguent :

1. Le manque d'accès régulier à une alimentation suffisante dans les conditions du marché, notamment la hausse de 24 % du prix du riz, aliment de base des Guinéens, due à la suppression des subventions publiques ;
2. L'impact des récentes inondations qui, en septembre 2024, ont touché plus de 125 000 hectares de terres, dont près de 6 000 hectares de terres agricoles.

En Guinée-Bissau, les projets de sécurité alimentaire et nutritionnelle, fréquemment soutenus par le PAM, l'UE et des ONG comme la FAO, se concentrent sur le renforcement de la production agricole (comme le système de riziculture intensive - IRS), le soutien aux femmes et aux jeunes, l'amélioration des cantines scolaires avec des produits locaux, le développement de la chaîne de valeur de l'huître (NAVAC) et la lutte contre la malnutrition infantile et maternelle, en s'alignant sur les objectifs de développement durable et les plans nationaux, en utilisant des approches telles que le Portail mondial pour un développement inclusif et résilient.



3.1. PROFIL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN GUINÉE-BISSAU

Le profil de sécurité alimentaire en Guinée-Bissau est caractérisé par une **forte vulnérabilité nutritionnelle**, notamment une malnutrition chronique élevée chez les enfants, due à une alimentation peu diversifiée (riz/sauce), une faible productivité agricole (dépendance au cajou, faible diversification), des chocs climatiques, des défis structurels (infrastructures, transformation) et des inégalités de genre, exacerbés par des crises récentes, avec des interventions d'urgence ciblant les moyens de subsistance et la production alimentaire de base.

3.2. DÉFIS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA GUINÉE-BISSAU

La diversification économique et agricole en Guinée-Bissau est faible, du fait de la prédominance des noix de cajou, qui représentent environ 98 % de la valeur des exportations agricoles en moyenne chaque année. La production de noix de cajou a connu une croissance rapide, presque sextuple depuis le milieu des années 1990. On observe une augmentation significative du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave, passant de 14 % à 21 % en 2022, et les projections indiquent que plus de 120 000 personnes seront en situation de crise en 2024/2025. Les inondations et les sécheresses récurrentes affectent la production agricole, notamment la riziculture, qui dépend de systèmes de culture sans labour, ce qui accroît la vulnérabilité des agriculteurs.

La crise mondiale et la hausse des prix des produits alimentaires et énergétiques de base ont aggravé la situation, réduisant le pouvoir d'achat des ménages. La pauvreté, particulièrement répandue dans les zones rurales, et la malnutrition, notamment chez les enfants et les femmes, constituent un problème grave, les régimes alimentaires étant peu diversifiés. Les communautés rurales sont plus touchées, la consommation alimentaire étant insuffisante à une échelle bien plus importante qu'en ville. Les pratiques agricoles restent rudimentaires, empêchant les agriculteurs ruraux d'accroître leur production et leur productivité.

3.3. ANALYSE DE LA DÉCLARATION ET DES ENGAGEMENTS DE MAPUTO, MALABO ET KAMPALA

La Déclaration de Maputo de 2003 de l'Union africaine (UA) a été une étape cruciale qui a lancé le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), engageant les pays africains à consacrer au moins 10 % de leurs budgets annuels à l'agriculture pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en mettant l'accent sur la transformation agricole et l'éradication de la faim et de la pauvreté, jetant ainsi les bases d'engagements futurs tels que ceux de Malabo.

La Déclaration de Malabo, adoptée par l'Union africaine (UA) en 2014, constitue un engagement historique des dirigeants africains visant à accélérer la croissance et la transformation de l'agriculture pour une prospérité partagée. Elle ambitionne d'éradiquer la faim d'ici 2025, de réduire de moitié la pauvreté, de dynamiser le commerce intra-africain et de renforcer la résilience climatique, le tout dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). La déclaration établit des engagements fondamentaux, notamment des allocations budgétaires importantes pour l'agriculture et une responsabilité mutuelle. Les progrès accomplis par les pays sont suivis et évalués au moyen d'examens biennaux.

La Déclaration de Malabo (2014) a renforcé les engagements de Maputo, en mettant davantage l'accent sur l'obtention de résultats et la transformation des systèmes agroalimentaires, avec des objectifs tels que le réinvestissement de 15 % du PIB agricole dans le secteur. En résumé, la Déclaration de Malabo est un plan stratégique global visant une transformation profonde des systèmes agroalimentaires africains, favorisant une croissance inclusive et la sécurité alimentaire grâce à des investissements et des engagements politiques. Parallèlement, cette déclaration s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, tout en se fixant un horizon temporel plus ambitieux (2025) pour l'Afrique.

La Déclaration de Kampala sur la sécurité alimentaire en Afrique est un engagement pris par les dirigeants africains, adopté dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), de transformer les systèmes agroalimentaires du continent, avec des objectifs ambitieux d'ici à 2035, axés sur



l'investissement public et privé, l'innovation et une approche globale du système alimentaire (de la production à la consommation), visant à éradiquer la faim, à créer des emplois et à assurer la prospérité, en reconnaissant l'agriculture comme la base du développement.

Lors de la IXe Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), qui s'est tenue à Maputo le 12 juillet 2012 et qui est également connue sous le nom de Déclaration de Maputo sur les défis en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, les chefs d'État ont approuvé une déclaration sur le thème de la Conférence, « La CPLP et les défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle », soulignant que l'objectif général de la Stratégie de la CPLP pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (ESAN-CPLP) est de contribuer à la réalisation du droit humain à une alimentation adéquate et à l'éradication de la faim et de la pauvreté dans la Communauté, grâce au renforcement de la coordination entre les États membres des politiques et programmes sectoriels en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ils ont en outre souligné que le point central de cette stratégie réside dans l'engagement des États membres à faire de la sécurité alimentaire et nutritionnelle une priorité de l'agenda politique national et communautaire, et une stratégie intrinsèque au développement ;

Ils ont approuvé les axes prioritaires suivants de l'ESAN-CPLP : le renforcement de la gouvernance ; l'accès à l'alimentation pour améliorer les conditions de vie des groupes les plus vulnérables ; et l'augmentation de l'offre alimentaire par les petits producteurs ;

Ils ont approuvé la création du Conseil de sécurité alimentaire et nutritionnelle de la CPLP, organe consultatif auprès de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CPLP en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

3.4. DÉFIS ACTUELS

Malgré les efforts déployés, l'Afrique continue de faire face à une grave insécurité alimentaire et nutritionnelle, affectant des millions de personnes et nécessitant un

financement accru ainsi qu'une meilleure intégration de l'adaptation au changement climatique dans les politiques agricoles.

En résumé, la Déclaration de Maputo a constitué un point de départ fondamental pour le programme africain de sécurité alimentaire, établissant le Programme commun de développement agricole pour l'Afrique (PCDAA) et l'engagement budgétaire qui a évolué vers des cadres plus récents, mais qui peine encore à traduire les politiques en un impact réel et durable.

Dans le cas de la Guinée-Bissau, on observe que, malgré une faible capacité à mobiliser des ressources financières pour l'agriculture et, par conséquent, à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le pays s'aligne sur les déclarations de Maputo, de Malabo (PCDAA) et de Kampala, en axant sa stratégie de sécurité alimentaire sur le leadership national, l'augmentation des investissements agricoles (objectif de 10 %), l'intégration du changement climatique (agriculture intelligente), la promotion de pratiques durables (rotation des cultures, engrais naturels), l'accès des agriculteurs aux marchés et l'amélioration de la nutrition. Le pays intègre également les principes du PCDAA dans ses plans nationaux afin de garantir la souveraineté alimentaire et de réduire la faim.

La Guinée-Bissau, conformément à ces déclarations, a élaboré son Plan national d'investissement (PNIA) sur 15 ans, divisé en deux phases : 2013-2019 et 2020-2027. Le pays met actuellement en œuvre sa deuxième phase, appelée PNIA II.

Le PNIA II (Plan national d'investissement agricole II) en Guinée-Bissau désigne la deuxième phase du plan d'investissement agricole du pays. Axé sur la modernisation du secteur, l'augmentation de la production et la garantie de la sécurité alimentaire, ce plan bénéficie du soutien des partenaires au développement et s'inscrit dans les stratégies régionales telles que le PDDEA/PADC. Il vise à renforcer la gestion des ressources et des infrastructures agricoles pour une croissance durable.

Les Plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) ont été élaborés dans le cadre d'une stratégie plus vaste, visant des objectifs ambitieux pour le secteur agricole. Dans ce contexte, d'importants engagements continentaux ont été pris, notamment l'allocation



d'au moins 10 % du budget général de l'État (OGE) au secteur agricole et une croissance de la production agricole d'au moins 6 % par an.

Le PNIA comprend 113 projets agricoles pour la période 2013-2027. Sa mise en œuvre témoigne de l'engagement financier de l'État envers le secteur agricole. Cependant, seuls 10,42 % (51,822 milliards de FCFA) du total de 497,339 milliards de FCFA programmés ont été exécutés entre 2013 et 2023. Le taux d'exécution du Programme national d'investissement agricole (PNIA) entre 2013 et 2019 s'est élevé à 24,07 %, soit 36,947 milliards de FCFA sur un total de 153,530 milliards de FCFA. Parallèlement, pour le PNIA II en cours, l'exécution n'a été que de 4,33 % pour la période de 4 ans (2020-2023), correspondant à 14,874 milliards de FCFA sur les 343,808 milliards programmés.

Dans le cas des PNIA de deuxième génération, les résultats ont été encore plus faibles, ce qui s'explique par la courte période de mise en œuvre jusqu'à cette évaluation. Seuls les aspects liés à la résilience, à la nutrition, à la prévention et à la gestion des crises alimentaires, fondés sur la création de mécanismes garantissant la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ont progressé. Les autres composantes et le programme dans son ensemble présentent encore une exécution financière insatisfaisante.

Le faible niveau de mise en œuvre des PNIA contribue à la persistance de la faim et de la pauvreté, freine le développement de l'éducation et de la santé dans le pays, notamment en milieu rural, et encourage l'exode rural et les migrations irrégulières. Ce constat du niveau d'exécution publique de ces importants Programmes nationaux d'investissement agricole (PNIA et PNIA de deuxième génération) de Guinée-Bissau révèle la nécessité de restructurer les formes d'intervention et de mobilisation des ressources en faveur du développement agricole.

Ceci conduit à la conclusion que le pays est confronté à d'énormes défis pour mobiliser des ressources importantes afin de financer des projets agricoles et aura des difficultés à respecter ses engagements et à atteindre les objectifs et les cibles liés aux indicateurs des ODD.

Tableau 8 : Taux de mise en œuvre du Programme national d'investissement agricole (PNIA et PNIA II) pour la période 2013-2027

	Montant prévu (milliards)	Exécution (milliards)	Taux d'exécution, %
PNIA 2013-2019	153 530 750	36 947 766	24,07
PNIA II 2020-2023	343 808 250	14 874 131	4,33
Total	497 339 000	51 821 897	10,42

Source: MADR e MEPIR de la Guinée-Bissau, 2025

Plus de 50 % des dépenses totales consacrées à la mise en œuvre des Programmes nationaux de développement agricole (PNIA) proviennent de dons reçus par le pays, le reste étant financé par des emprunts et des recettes directes du Trésor public. Bien que ce montant représente une faible part des prévisions, il est considérable pour le secteur agricole de Guinée-Bissau et devrait déjà se traduire par une amélioration des indicateurs concernés. Or, la réalité est celle d'une dégradation des indicateurs agricoles fondamentaux et du développement rural.

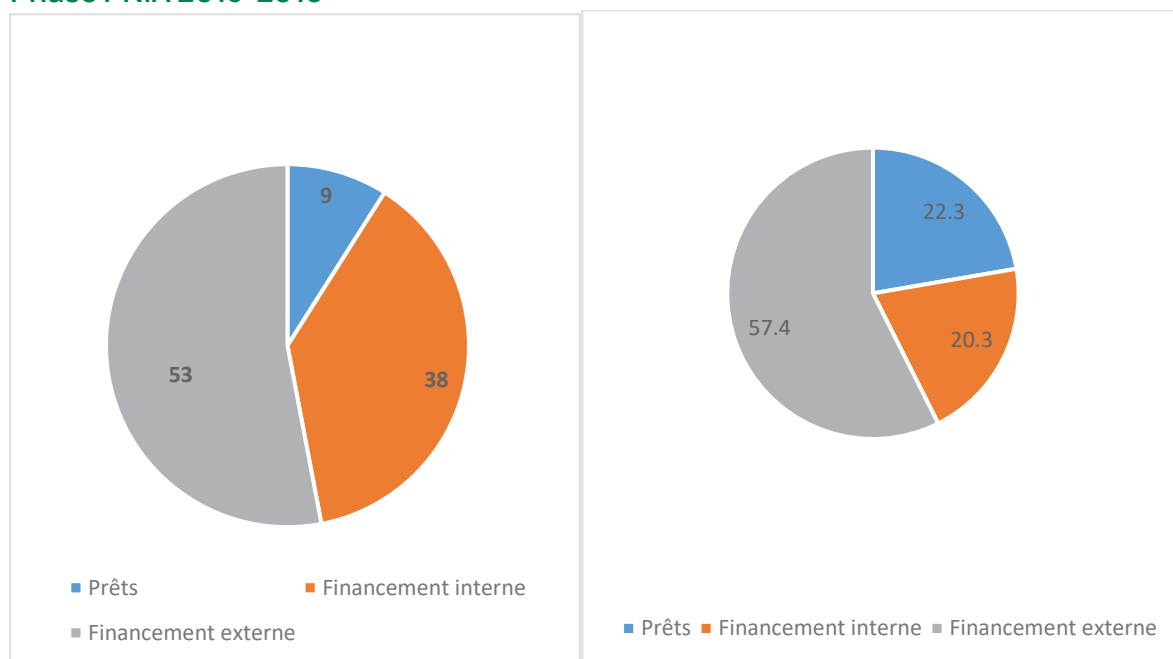
Dans le cas particulier du PNIA (graphique 7 ci-dessous), mis en œuvre entre 2013 et 2019, le taux de réalisation financière s'est établi à 24,07 %, dont 53 % provenaient de dons. Ce taux a été atteint en sept (7) ans.

Pour le PNIA II, mis en œuvre entre 2020 et 2023, le taux de réalisation financière s'est établi à 4,33 %, dont 57 % provenaient de dons. Ce taux a été atteint en quatre (4) ans.

Pour une meilleure coordination des interventions publiques (étatiques et non étatiques) en faveur du développement agricole et rural, une communication renforcée entre les parties prenantes est essentielle. L'une des solutions proposées et de plus en plus adoptée au niveau africain, notamment au sein de la CEDEAO, est l'examen sectoriel conjoint (ESC), qui réunit différents acteurs afin d'évaluer l'état du secteur. Ce processus est déjà institutionnalisé dans le cadre du MADR et nécessite des financements pour fonctionner efficacement et contribuer à orienter les décisions en s'appuyant sur des données probantes et une connaissance concrète de la situation.



**Graphique 15 : Répartition de la mise en œuvre des PNIA par source de financement
Phase PNIA 2013-2019**



Source: Phase PNIA II 2020-2023

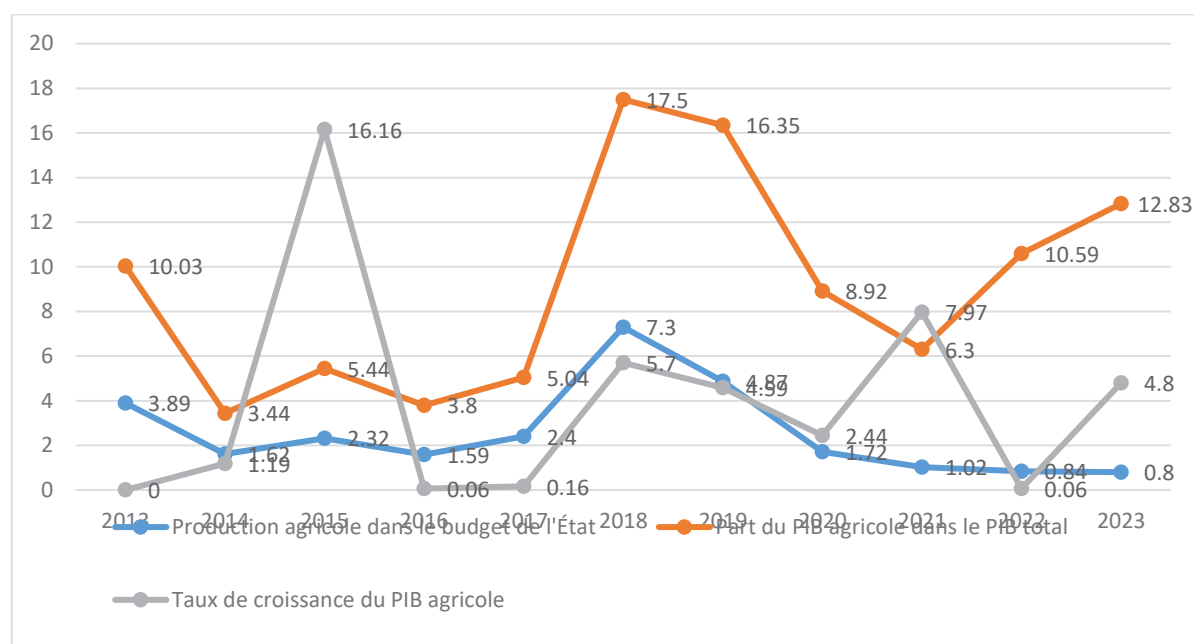
Source: MADRA e MEPIR, 2025

Les données présentées dans le graphique ci-dessous montrent que la Guinée-Bissau n'a pas respecté son engagement d'allouer au moins 10 % de son budget général de l'État (BGE) au secteur agricole, et que la production agricole n'a pas progressé d'au moins 6 % par an entre 2013 et 2023. Ce n'est qu'en 2021 que la croissance agricole a été estimée à 7,79 %. Au cours des vingt dernières années, le taux de croissance moyen de ce secteur a été de 3,77 % et sa part moyenne dans le BGE de 2,58 %.

La part de l'agriculture dans le BGE, entre 2013 et 2023, n'a pas atteint l'objectif de 10 % fixé par le pays. L'allocation du BGE à l'agriculture a eu tendance à diminuer progressivement ces dernières décennies, passant de 4,87 % en 2019 à 0,8 % en 2023.

Ce faible niveau d'engagement financier révèle l'incapacité du gouvernement à mobiliser des ressources suffisantes pour le financement agricole, ce qui se traduit par la persistance de conditions de vie précaires dans les zones rurales, une faible production et productivité agricoles, et, parmi les conséquences, un niveau élevé d'insécurité alimentaire et de pauvreté dans le pays.

Graphique 16 : Dynamique de l'évolution de la part de l'agriculture dans le Programme d'investissement public (PIP) et le Budget général de l'État (BGE) de Guinée-Bissau, 2013-2023



Source: MADR e MEPIR da Guinée-Bissau, 2025

3.5. DÉFIS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AUX EFFORTS D'INTÉGRATION RÉGIONALE DE LA CEDEAO

La sécurité alimentaire est cruciale pour l'intégration régionale au sein de la CEDEAO, qui doit relever des défis tels que des conditions climatiques défavorables, des conflits et la vulnérabilité climatique. Il est donc nécessaire de coordonner la mise en place des marchés, l'harmonisation des politiques (notamment la planification stratégique) et le renforcement de la production locale. Les technologies durables (agroécologie) et le développement de programmes sociaux, comme les programmes d'orientation scolaire, sont essentiels pour garantir l'accès à une alimentation saine et promouvoir la résilience, transformant ainsi les opportunités en marchés régionaux plus robustes et moins dépendants des importations.

Compte tenu des facteurs négatifs suivants auxquels la Guinée-Bissau est actuellement confrontée :

1. La pauvreté, le chômage et les crises économiques limitent l'accès à l'alimentation, accroissant la vulnérabilité et nécessitant des filets de sécurité sociale qui pèsent lourdement sur les budgets nationaux ;



2. Le manque d'infrastructures (stockage, transport) et les pertes après récolte fragilisent les marchés locaux, tandis que les conflits et les chocs climatiques (sécheresses, inondations) affectent la production et l'approvisionnement.

3. L'insécurité alimentaire contraint la région à importer, la rendant vulnérable aux fluctuations des prix et aux crises mondiales, et constituant un obstacle à son autosuffisance.

Par conséquent, les actions de la CEDEAO visant à promouvoir la sécurité alimentaire et l'intégration sont fondamentales, tel que :

1. Révision des stratégies régionales, telles que la stratégie de stockage de la sécurité alimentaire, en partenariat avec l'UEMOA et le CILSS, afin d'harmoniser les efforts ;
2. Couverture étendue de la région, favorisant l'accès à l'éducation et à l'alimentation, avec des achats locaux pour renforcer les agriculteurs ;
3. Mise en place de panels d'évaluation des marchés commeaux et agricoles, et diffusion de technologies durables (CORAF) pour accroître la productivité et la résilience ;
4. Accès à l'information climatique et agricole pour la gestion des risques et la mise en place de systèmes de production plus robuste

Ces éléments constituent d'énormes avantages et opportunités pour l'intégration régionale en vue de : i) stabiliser la production et l'approvisionnement, la région peut réduire les obstacles et renforcer le commerce intra-régional, diminuant ainsi la dépendance extérieure ; ii) les actions conjointes créent un système alimentaire régional plus fort et plus résilient, bénéficiant à tous les pays ; et iii) investir dans une agriculture durable et l'accès à une alimentation saine aligne la région sur les objectifs de développement durable (ODD).

CHAPITRE IV. ANALYSE SWOT (FORCES, OPPORTUNITÉS ET MENACES) DE L'ARCHITECTURE ACTUELLE DE LA POLITIQUE ET DES INSTITUTIONS DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN GUINÉE-BISSAU.

4.1. INTRODUCTION

Analyser la situation de la sécurité alimentaire en Guinée-Bissau exige non seulement d'évaluer la disponibilité et l'accès aux aliments, mais aussi la capacité des politiques publiques, des institutions et des mécanismes de coordination existants à répondre de manière intégrée et durable aux risques et vulnérabilités alimentaires.

L'architecture institutionnelle de la sécurité alimentaire en Guinée-Bissau implique différents ministères, institutions publiques, collectivités locales, organisations de la société civile, producteurs, organisations communautaires et partenaires techniques et financiers. Cette multiplicité d'acteurs offre l'opportunité d'une approche multidimensionnelle de la sécurité alimentaire, mais peut également engendrer des difficultés liées à la coordination institutionnelle, à la définition claire des responsabilités, à la mobilisation des ressources et à la continuité des politiques et des programmes.

Dans ce contexte, cette analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces) vise à évaluer l'architecture actuelle des politiques et institutions de sécurité alimentaire en Guinée-Bissau, au regard de la situation observée en 2025. L'analyse permettra d'identifier les principaux facteurs internes qui constituent les forces et les faiblesses du système institutionnel, ainsi que les facteurs externes susceptibles de représenter des opportunités ou des menaces pour le renforcement de la sécurité alimentaire dans le pays.

Cet exercice vise donc à contribuer à une meilleure compréhension des mécanismes existants de formulation, de mise en œuvre, de coordination et de suivi des politiques de sécurité alimentaire, en identifiant les éléments à consolider et ceux qui nécessitent des réformes ou des investissements plus importants. Il entend également mettre en lumière



les opportunités liées à la coopération régionale et internationale, à la promotion de la production nationale, au développement de systèmes d'information et d'alerte précoce, et au renforcement des capacités institutionnelles.

FORCES	FAIBLESSES
Existence de la Constitution de la République et d'autres lois ; Existence d'institutions nationales, régionales et internationales au service de la sécurité alimentaire, savoir : Les Organes/ Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA), ECOWARN principalement le Gouvernement, à travers les ministères de l'Agriculture et du Développement rural ; Stratégie nationale d'investissement agricole (PNIA) ; Associação Nacional dos Agricultores da Guiné-Bissau ; L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Le Programme Alimentaire Mondial (PAM), la Représentation de l'Union Africaine et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, présentes dans le pays ; Réseau de la société civile pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle.	La faible des capacités de production agricole, due au manque de semences, d'outils agricoles modernes et d'infrastructures de production, limite la souveraineté alimentaire et contraint les agriculteurs à importer une grande partie du riz consommé ; La vulnérabilité climatique et logistique, liée aux retards récurrents de précipitations, aux inondations et aux difficultés de transport des produits, affecte gravement l'approvisionnement ; La pauvreté, particulièrement en milieu rural, limite l'accès financier à l'alimentation, situation aggravée par une hausse de 24 % du prix du riz suite à la suppression des subventions publiques ; Le manque de technologies de transformation agroalimentaire et de solutions de stockage sûres entraîne des pertes et un gaspillage importants, notamment pour les fruits et légumes ; Les taux élevés de malnutrition chronique, avec 27 % des ménages en situation d'insécurité alimentaire, sont exacerbés par le manque d'eau potable et l'insuffisance des installations sanitaires de base dans de nombreuses régions ; Ressources insuffisantes pour surveiller et réagir rapidement face aux risques liés aux marchés et au climat.



OPPORTUNITÉS	MENACES
Les institutions internationales et régionales dotées de programmes spécifiques pour la sécurité alimentaire en Guinée-Bissau, conformément aux directives de la CEDEAO ; Renforcer la coopération avec le Programme alimentaire mondial (PAM), mettre en œuvre des normes régionales de biosécurité et promouvoir la production locale ; Harmoniser la réglementation pour l'application des réglementations régionales en matière d'élevage et de sécurité sanitaire, afin de favoriser les échanges intracommunautaires ; Recourir aux cadres de coopération de la CEDEAO pour surveiller les crises alimentaires et garantir l'accès à l'alimentation (quatrième pilier de la sécurité alimentaire : disponibilité, accès, utilisation et stabilité) ; Renforcer les systèmes d'alerte précoce et gérer les déchets infectieux et la contamination au niveau régional ; Développement de la chaîne de valeur des huîtres de mangrove, promotion de pratiques durables et amélioration des conditions de travail des femmes conchylicoles ; Promotion des investissements dans le secteur agricole, notamment la réhabilitation des digues, l'ouverture de canaux de drainage et la remise en état des terres arables inondées afin de garantir la production locale ; Mise en œuvre du système de riziculture intensive (SRI) pour accroître la	1. Forte dépendance à l'égard de l'agriculture, chocs climatiques (inondations et salinisation) ; Niveaux élevés de pauvreté, notamment en milieu rural, et inflation mondiale ; Faible coordination entre les acteurs étatiques et non étatiques ; La dépendance au financement extérieur fragilise les réponses structurelles ; Insécurité alimentaire accrue, particulièrement en milieu rural et parmi les populations les plus vulnérables. Instabilité politique et gouvernementale



rentabilité, réduire les besoins en intrants et améliorer le rendement à l'hectare ; Accent mis sur la production d'aliments complémentaires, tels que les haricots, le gombo et les aubergines, en plus du riz, afin d'améliorer la nutrition dans les cantines scolaires et les communautés rurales ; Utilisation d'outils comme le système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle SiSSAN pour atténuer les risques d'insécurité, en particulier dans les régions les plus touchées, avec le soutien du Programme alimentaire mondial (PAM).	
--	--

4.2. CONCLUSION PARTIELLE

A análise SWOT da arquitetura atual da política e das instituições de segurança alimentar na Guiné-Bissau, com referência ao ano de 2025, evidencia a existência de importantes capacidades institucionais e de instrumentos que podem constituir uma base para o reforço da governança da segurança alimentar. Contudo, persistem fragilidades relacionadas com a coordenação interinstitucional, a insuficiência de recursos financeiros e técnicos, a limitada capacidade de produção e utilização de dados e a necessidade de maior articulação entre políticas, programas e intervenções dos diferentes atores.

Ao mesmo tempo, o contexto nacional e regional oferece oportunidades importantes, nomeadamente através da cooperação internacional, da integração regional, do desenvolvimento da agricultura e da produção local, do fortalecimento dos sistemas de informação e alerta precoce e da crescente atenção dada à segurança alimentar e nutricional. Todavia, estas oportunidades coexistem com ameaças significativas, como as alterações climáticas, a vulnerabilidade económica, a instabilidade dos preços dos alimentos, a dependência de fatores externos e a exposição recorrente das populações mais vulneráveis a choques económicos, ambientais e sociais.

Em síntese, os resultados da análise apontam para a necessidade de **reforçar a coerência da arquitetura institucional, melhorar os mecanismos de coordenação e responsabilização e assegurar uma maior integração entre as políticas de agricultura, alimentação, nutrição, saúde, proteção social e desenvolvimento económico**. O fortalecimento destes elementos será determinante para construir, na Guiné-Bissau, um sistema de segurança alimentar mais integrado, resiliente e capaz de responder de forma sustentável aos desafios identificados em 2025.



V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

5.1. CONCLUSIONS

1. La croissance du PIB réel, révisée à 4,1 % en 2024, est inférieure aux prévisions initiales en raison d'une baisse de la production de noix de cajou et du non-renouvellement de l'accord de pêche avec l'Union européenne.
2. Pour 2025, les perspectives sont plus favorables, avec un taux de croissance projeté de 5,5 %, soutenu par la reprise de la production agricole (estimée à 266 500 tonnes de noix de cajou), la diversification agricole et le renforcement de la pêche artisanale.
3. Le poids du secteur tertiaire contribue significativement à la croissance du PIB, notamment le commerce et les services.
4. L'inflation continuera de baisser, pour atteindre 3,7 % en 2024, 1,9 % en 2025 et, selon les projections, 1,6 % en 2027.
5. Sur le plan budgétaire, les recettes fiscales devraient progresser de 20,7 % en 2025, pour atteindre 131,8 milliards de FCFA, tandis que les dépenses courantes seront maîtrisées, passant de 211,6 milliards de FCFA en 2024 à 205,7 milliards de FCFA. La pression budgétaire, bien que toujours faible (8,9 % du PIB), montre des signes d'amélioration et la dette publique devrait diminuer pour s'établir à 82 % du PIB en 2025;
6. Toutefois, des risques importants persistent : dépendance structurelle aux noix de cajou, vulnérabilité aux changements climatiques, faible capacité de recettes fiscales et pression de la masse salariale sur le budget. L'instabilité politique et sociale pourrait également entraver la mise en œuvre des réformes structurelles;
7. En résumé, les perspectives macroéconomiques pour septembre 2025 révèlent un scénario de reprise et d'équilibre économique accru, mais toujours vulnérable aux chocs externes et aux faiblesses internes.

5.2. RECOMMANDATIONS

- Les données macroéconomiques indiquent des conditions favorables à la croissance économique en Guinée-Bissau. Toutefois, pour consolider cette trajectoire et réduire la vulnérabilité de l'économie du pays, il est essentiel de :
- Améliorer l'administration fiscale, lutter contre la fraude fiscale et élargir l'assiette fiscale afin de porter le taux d'imposition à 20 % ;
- Mettre pleinement en œuvre le Compte Unique du Trésor (CUT) pour accroître l'efficacité de la gestion des finances publiques ;
- Démontrer des efforts pour maîtriser la masse salariale grâce à la mise en place de mécanismes de maîtrise des dépenses courantes ;
- Assurer la stabilité politique et institutionnelle.
- Diversifier la production agricole en y incluant le riz et d'autres cultures vivrières, afin de réduire la dépendance aux importations et de renforcer la sécurité alimentaire..
- Numériser les processus de recouvrement des impôts et moderniser les systèmes de trésorerie et de contrôle des dépenses.
- Renforcer les mécanismes de responsabilisation afin de garantir la transparence grâce à des audits réguliers et des rapports publics.
- Valoriser la production locale en stimulant les industries de transformation des produits locaux et en promouvant les exportations à plus forte valeur ajoutée.
- Diversifier la production en encourageant les filières alternatives (légumes, fruits, poisson transformé), et en réduisant la dépendance excessive à un seul produit d'exportation.
- Introduction de technologies modernes en agriculture pour accroître la productivité et réduire l'insécurité alimentaire.
- Mise en œuvre intégrale du projet OMVG et des investissements nationaux, permettant de réduire les coûts de production et d'améliorer la compétitivité.
- Augmentation des investissements dans les infrastructures de transport, d'énergie et portuaires.



- Développer les infrastructures de télécommunications et de fibre optique, en accélérant la numérisation de l'économie et la modernisation de l'administration publique.
- Approfondir l'intégration à l'UEMOA et à la CEDEAO, en tirant parti des opportunités offertes par le commerce régional et les infrastructures.
- Investir dans le capital humain, en renforçant l'enseignement technique, la santé publique et la formation professionnelle, notamment pour les jeunes et les femmes.



RÉFÉRENCES

Promouvoir une gouvernance participative et décentralisée, en encourageant une plus grande implication des communautés dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques.

Boletim anual das estatísticas da dívida pública 2022, 2023, 2024;

Explorar futuros alternativos de desenvolvimento;

ECOWAS macroeconomic convergence report, july 2023;

Estratégia do endividamento público a médio prazo 2025 - 2027;

Examen National Voluntaire de la République de la Guinée-Bissau, 2022 ;

NEMO março 2024 e setembro 2024 ;

Plano Sectorial da Educação, 2017-2025, Julho 2017;

Programme pluriannuel de convergence et de stabilité macroeconomique entre les etats membres de la cedeao 2023 - 2027 ;

Projeto de emergência de segurança alimentar na Guiné-Bissau, FAO 2025;

Rapport de convergence macroeconomique au sein de la cedeao au titre de l'annee 2023;

Relatório das Finanças Públicas, Janeiro a Setembro de 2024 ;

Relatório final. Implementação do programa de acção de **I**stambul na guiné-bissau 2011 - 2020, março 2011-2020;

Relatório I, II, III, e IV trimestres da dívida 2025;



101, Yakubu Gowon Crescent,
Asokoro District, P.M.B 401,
Abuja, Nigeria

www.ecowas.int

ISBN 978-978-61827-6-6



9 789786 182766